

DÉVELOPPEMENT RURAL ET PROCESSUS D'URBANISATION DANS LE TIERS-MONDE ⁽¹⁾

Georges COURADE* et Michel BRUNEAU**

* Géographe O.R.S.T.O.M., CEGET, 33405 Talence

** Géographe CNRS, CEGET, 33405 Talence

RÉSUMÉ

Il n'apparaît pas évident que le développement agricole induise seul des processus d'urbanisation allant jusqu'à l'urbanisation physique ou géographique. L'urbanisation des modes et du cadre de vie peut être générée cependant par le développement agricole, dès lors qu'il résulte d'une intervention externe qui véhicule un autre choix de société imposé aux paysanneries du Tiers Monde.

Le développement rural considéré sous l'angle de ses effets urbanisants produit trois grands modèles d'urbanisation comportant de multiples variantes :

- l'urbanisation diffuse sans urbanisation physique;
- des formes d'urbanisation embryonnaires ou déviantes;
- une urbanisation à la fois physique et sociologique.

Cette typologie résulte des hiatus observés entre les deux modes d'urbanisation : l'urbanisation physique (concentration de population non agricole dans des villes de forme et de taille), et l'urbanisation globale (diffusion d'éléments du mode de vie urbain).

Les périphéries des grandes métropoles, les sous-espaces d'économie de plantation et d'agriculture contractuelle, la colonisation planifiée de terres neuves connaissent des variantes de l'urbanisation diffuse. La pseudo-urbanisation apparaît dans certains périmètres de colonisation avec l'économie de traite, dans les complexes agro-industriels insulaires, dans de petits territoires ou des territoires sous-peuplés dont les campagnes vivent en marge ou sont absorbées par la vie urbaine. L'on ne rencontre les deux modes d'urbanisation bien articulés que dans trois situations :

- quand le développement agricole a revivifié un semis urbain précolonial d'origine socio-politique;
- quand la modernisation des campagnes a permis aux populations de se réappropriier un réseau urbain exogène;
- quand une politique volontariste d'aménagement de l'espace réussit à rendre la campagne complémentaire de la ville.

MOTS-CLÉS : Urbanisation physique ou globale — Pseudo-urbanisation — Agro-industrie — Agriculture contractuelle — Périphéries urbaines — Économie de plantation — Colonisation agricole — Réseau urbain — Modernisation agricole — Aménagement du territoire.

ABSTRACT

RURAL DEVELOPMENT AND PROCESS OF URBANIZATION IN THE THIRD WORLD

It has not always been evident that agricultural development can on its own bring about processes of urbanization even to the point of physical or geographical urbanization. Urbanization of environment and life styles can be brought

(1) Communication au colloque franco-indien de Talence (octobre 1981).

Nous remercions le Centre d'Études de Géographie Tropicale (CEGET-CNRS) et son personnel de nous avoir permis de réaliser cet essai de synthèse.

about by the agricultural development when this is the result of external factors which are the vector of an alternative choice of society prescribed to the Third World peasants.

Rural development, when considered in the light of its urbanizing effects, gives rise to three basic models of urbanization admitting numerous variations :

- diffuse urbanization without physical urbanization;
- embryonic or deviant urbanization;
- urbanization which is both physical and sociological.

This distribution is the result of the gaps observed between the two models of urbanization : physical urbanization (concentration of non-agricultural populations in towns both in their forms and size) and sociological urbanization (diffusion into the country of elements of the urban way of life).

The urban fringes of the large cities, the sub-areas of plantation economy and contractual agriculture, the planned colonization of new areas get their own variety of diffuse urbanization. The pseudo-urbanization emerges within certain settled areas associated with the trading economy, in isolated agro-industrial estates and in small or under-populated territories when the country is excluded from modern life or absorbed by the urban way of life. We find the two well-defined models of urbanization only in three cases :

- when agricultural development has revitalized a precolonial urban network of socio-political origin;
- when modernization of rural areas allowed local populations to recover an external urban network;
- when a voluntary policy of space planning succeeds in making urban and rural areas complementary to one another.

KEY WORDS : Physical or sociological urbanization — Pseudo-urbanization — Agro-industry — Contractual agriculture — Urban fringes — Plantation economy — Agricultural colonization — Urban network — Agricultural modernization — Space planning.

Introduction

Développement agricole, urbanisation, voilà deux concepts ambigus qui véhiculent lors de leur emploi un certain nombre de présupposés idéologiques. Selon le contexte, on leur donne une connotation positive (qui ne veut se développer?) ou négative (urbanisation = société de consommation = capitalisme libéral = développement de l'alcoolisme, de l'individualisme, etc.). Selon celui qui les utilise, ces concepts sont outils d'analyse ou de propagande. Comment le géographe pourrait-il échapper à ces dérives? Le géographe français dans le Tiers-Monde, dont il se veut un observateur objectif, le peut encore moins, étant le véhicule des doutes qu'il a sur sa propre société! Il n'est que de voir l'émergence de la préoccupation écologique et la remise en question de la croissance économique dans la dernière décennie pour le percevoir.

La littérature géographique française se montre donc moins certaine, plus attentive aux logiques qui ne sont pas occidentales et commence à intégrer l'idée que le progrès peut prendre diverses formes. *A contrario*, elle s'inquiète devant l'acceptation par les paysanneries du Tiers-Monde d'un modèle de société qu'elle conteste dans son propre pays. La « société de consommation », les conduites et les stratégies qu'elle fait naître, devient mondiale alors que les nantis en mesurent les limites. Voilà l'urbanisation exportée par les firmes capitalistes et les

appareils étatiques, servis par des hommes formés au cœur du système scolaire occidental.

L'école géographique française se montre toutefois plus empirique, moins dogmatique que d'autres disciplines des sciences sociales dans le Tiers-Monde. Collant au terrain, au concret, elle mesure mieux les variétés possibles de « développement rural » élargissant son propos à l'ensemble du complexe campagnard dont l'agriculture n'est qu'une composante. On doit ainsi au géographe la saisie de « civilisations agraires » qui ont réalisé de belles synthèses entre les exigences des populations et les potentialités du milieu. Aujourd'hui cependant, l'économie marchande et les interventions de toutes sortes viennent bouleverser un monde rural qui doit composer avec elles et tenter d'y trouver le moyen d'acquiescer la parité économique, sociale et culturelle avec le monde citoyen. Telle est, au fond, le thème central de cette étude.

Toutes les formes de développement rural ne véhiculent pas des modèles d'urbanisation identiques même quand les processus ne sont pas ordonnés par un projet politique. Divers modes et degrés sont perceptibles que nous nous efforcerons de saisir.

I. Concepts, cadre d'analyse et problématique

L'analyse des rapports ville-campagne dans le Tiers-Monde a été largement influencée par les analyses et théories élaborées dans un contexte

capitaliste développé où l'on assiste à une « urbanisation des campagnes » accélérée (JUILLARD E., 1961 : 18-33, 1973 : 5-9) et à la mise en place d'un nouveau système de relations entre ces deux entités géographiques (KAYSER B., 1973 : 3-13). Ce système dans le Tiers-Monde résulte de la *domination politique* des pays capitalistes occidentaux sur le reste du monde, surtout à partir du XIX^e siècle, et de la *domination économique* qui en a pris le relais après les indépendances politiques. Il n'est pas le produit d'une longue maturation comme en Occident, mais s'est mis en place de façon plus rapide, brutale, et garde un aspect encore largement inachevé.

LE DUALISME VILLE-CAMPAGNE, SON APPARITION ET SA SIGNIFICATION DANS LES PAYS DU TIERS-MONDE

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les villes étaient avant tout les centres du pouvoir politique et religieux ; secondairement, elles étaient des lieux d'échanges de biens rares et de produits d'origine lointaine. La ville apparaît en même temps que l'État. Plus l'État est centralisé et contrôle un territoire vaste, plus le fait urbain acquiert de l'importance. Certaines sociétés n'avaient pour cadre que le village et n'ont pas atteint le stade de la construction étatique comme dans l'Afrique noire forestière. Chez les Taï Dam ou Khao du Nord-Vietnam, l'État embryonnaire n'a pas donné naissance à des villes comme chez les peuples à chefferie de l'Ouest du Cameroun ou dans les sociétés féodales du Rwanda. Au Laos et dans le Nord de la Thaïlande, des villes fortifiées (Chieng ou Vieng) ont été construites au centre de bassins et vallées, capitales d'autant de petits États. Centre ou relais du pouvoir politique, résidence royale, la ville avait une fonction religieuse subordonnée. Agglomération de villages, elle ne se distinguait de la campagne que par ses fortifications, le palais du roi et un ou deux stupas de grandes dimensions (BRUNEAU M., 1975 : 326-361).

Dans les empires soudaniens d'Afrique, chez les Incas ou les États arabes, des villes aux fonctions politiques, commerciales et culturelles se sont développées. Dans la ville de l'Amérique sous colonisation espagnole, on trouvait les grands propriétaires terriens, les administrateurs, les marchands et les missionnaires. « C'est à partir des villes que s'organisa la mise en production de l'espace colonisé, à travers l'exploitation de la force de travail des populations sises dans la mouvance administrative des centres urbains » (DELER J.-P., 1980 : 38).

D'une manière assez générale, des réseaux urbains à la fois incomplets et à la structure déséquilibrée ont été créés par les pouvoirs coloniaux ou leurs substituts soit par ré-utilisation de bourgades ou de villes issues de vieilles civilisations urbaines (urbanisation « re-

montante » de G. SAUTTER, 1978) soit par des créations *ex-nihilo*, en fonction, à la fois du drainage économique et du contrôle politique d'un espace rural hétérogène (MARGUERAT Y., 1978 : 173-185). Existant pour des nécessités externes, le destin de ces villes a oscillé en fonction d'impulsions venues des pays dominants et des intérêts de leurs firmes. Les États modernes ont eu par la suite du mal à maîtriser tant soit peu cette urbanisation.

Deux séries d'effets urbains ont été l'objet d'études géographiques avec une nette prédominance pour le premier : la *polarisation de l'espace et la diffusion de l'innovation*, dans les campagnes. G. LASSERRE (1972 : 194-198) attribue aux villes d'Afrique noire des fonctions de « suction » et de « centres organisateurs » des campagnes, mais insiste sur le court-circuitage des villes par les entreprises capitalistes, notamment agro-industrielles. M. ROCHEFORT (1972 : 139-145) parle de ville « dirigeante » bien que dominée, de ville « encadrante » et de villes spécialisées en fonction des rôles qu'elles jouent vis-à-vis de l'espace rural mais ne retrouve pas en Afrique noire un réseau urbain hiérarchisé.

Le caractère dominé des économies des États du Tiers-Monde, les faibles taux de monétarisation et les importantes disparités dans le degré d'acculturation des campagnes rendent quelque peu illusoire les études de réseau urbain reposant sur l'importance des activités tertiaires, des équipements et des services. Comme le confirme J. L. LIERDEMAN (1974 : 114) pour la Côte d'Ivoire, la polarisation de second ordre « telle que la décèle le géographe n'a pour contenu que des échanges sans effets développants ». Ceci est particulièrement vrai pour la seconde ville ivoirienne (Bouaké) où convergent pourtant flux commerciaux et flux de personnes.

Les études touchant à la diffusion de l'innovation à partir d'un centre urbain n'ont pas eu chez les géographes francophones le même succès que chez les anglophones. R. PEBAYLE a signalé le phénomène sans l'analyser du point de vue des rapports ville-campagne : « C'est presque toujours d'initiatives citadines que partent les grandes innovations du monde rural rio-grandense. Et si ce fait est généralement méconnu, c'est parce que, entre la ville et l'exploitant, la nouveauté chemine par une série d'intermédiaires qui la rendent très progressivement acceptable et réalisable dans un milieu rural donné » (PEBAYLE R., 1977 : 342). Le travail de M. PORTAIS (1974) sur Ambalavao (Madagascar) illustre bien la logique implicite à ce type de recherche. La petite ville suscite des besoins qui vont dans le sens du « progrès social » qu'elle aide ensuite à satisfaire en partie. Elle permet aux ruraux de disposer de ressources monétaires par l'adoption de nouvelles spéculations, de méthodes culturales plus intensives, de matériel végétal sélectionné ou de nouveaux instruments agricoles.

Les migrations des campagnes vers les villes et les difficultés d'insertion des ruraux dans celles-ci ont retenu l'attention en raison des discontinuités observées entre leur ampleur et les capacités urbaines en tous domaines. Sur le plan social, toute une gamme de situations coexistent dans le cœur des métropoles, du marginal prolétarisé au citadin de vieille souche, en passant par le rural en voie de citadinisation pour reprendre les expressions de GIBBAL (Abidjan) ou de GUTKIN (Ibadan). On trouve donc au cœur des plus grandes villes ou à leur périphérie des poches de ruralité comme de pauvreté.

Cette « ruralité des villes » s'observe en Afrique noire, et en Asie du Sud-Est, dans le comportement des nouveaux citadins, dans la continuité ethnique entre ville et espace environnant et dans l'espace péri-urbain immédiat (SIRVEN P., 1972 : 989-1014). Les petites villes et les moyennes cités « restent le lieu privilégié où les deux mondes amorcent leur fusion » (SAUTTER G., 1978 : 31). On note cependant l'émergence d'un nouveau modèle de groupement familial, d'une élite, mais l'on constate encore la persistance des liens de parenté et des solidarités traditionnelles. On voit poindre la phase où la ville deviendra melting pot, les élites, une vraie classe bourgeoise et les petits salariés et travailleurs indépendants, une classe moyenne opposée à la vaste masse de marginaux « sous-intégrés » vivant d'expédients.

Il y a également des cas de réinsertion ou d'intervention directe des citadins dans leurs campagnes d'origine pour y faire « reconnaître » leur réussite sociale, y acquérir des terres parfois, y soutenir un projet de développement de petite dimension et apporter à leur famille une aide matérielle. Les retours de citadins au village à la maturité, à la retraite ou en cas d'échec en ville, l'épargne de précaution qu'ils s'y constituent — « épargne sur pieds » avec les cultures arbustives — laissent entrevoir la densité des relations socio-économiques de l'émigré avec son milieu d'origine. Globalement, ces retours en pays baoulé (Côte d'Ivoire) permettent une « modernisation des villages qui donnent à ceux-ci un aspect en quelque sorte urbain » (ÉTIENNE P., cité par G. SAUTTER, 1972 : 88). Il y a des cas où le citadin revenu au village y introduit une innovation agricole qui est adoptée par effet d'imitation par tout un groupe (ADAMS A., 1977). Enfin, la ville ne réussit pas à tout le monde et devient parfois carrément répulsive, d'où un « exode urbain » modifiant le milieu agricole proche (PIERMAY J. L., 1978 : 187-205). La réinsertion des citadins dans le milieu rural pose des problèmes. J. M. GIBBAL (1973 : 549-574) précise pour ce qu'il appelle les « nouveaux citadins » ce qu'implique le retour au village après un séjour à Abidjan : le double enracinement et les contradictions qui en découlent. Qu'elles servent de refuge, de

lieu d'épargne, d'investissement ou d'ostentation, les communautés d'origine constituent pour la majorité des citadins africains la toile de fond où s'inscrit leur existence.

Si dans beaucoup de cas, la véritable coupure entre le monde urbain et celui des campagnes se situe au cœur même des villes, le continuum ville-campagne est plus ou moins net en fonction des densités et du dynamisme économique des ruraux. Les cas ibo, bamileké, ashanti et yoruba en Afrique noire illustrent assez bien l'imbrication des deux mondes. Le phénomène urbain est absorbé par les ruraux selon des démarches historiques différentes. Il s'agit toutefois de cas exceptionnels. Dans d'autres situations au contraire, le monde rural a été transformé par les interventions européennes — Malaisie, Moundou et Fako (Cameroun), Liberia — et l'habitat sommaire des quartiers spontanés urbains a essaimé dans tout l'espace rural. Phénomène de « clochardisation » des campagnes. Plus généralement, la rupture physique entre les deux mondes apparaît plus nette en savane qu'en forêt, en zone sous-peuplée qu'en milieu dense, en pays de latifundia qu'en région de petites exploitations familiales, en pays islamique qu'ailleurs. Au fond, la ville constitue dans le Tiers-Monde une excroissance plus ou moins parasitaire, plus ou moins assimilée par la « périphérie » rurale.

LES DIVERSES FORMES DE DÉVELOPPEMENT RURAL ET LEURS CAPACITÉS À « URBANISER » LES CAMPAGNES

Par développement agricole, les auteurs de langue française n'envisagent pas seulement la dynamique de la production agricole sous quelque forme que ce soit, mais aussi les effets majeurs de celle-ci sur les éléments constitutifs des « civilisations » rurales. Les géographes parlent donc de *développement rural*, et s'ils étudient les techniques et l'organisation socio-économique, ils analysent toujours attentivement les conséquences des changements survenus dans les formations sociales, l'environnement et la gestion de l'espace. Dans le Tiers-Monde peut-être plus qu'ailleurs, tant le producteur est indissociable des autres aspects de l'homme habitant sous les tropiques. La BIRD ou Banque Mondiale elle-même, qui régent directement ou indirectement la méthodologie des « développeurs » parle en 1977 de développement rural sous la plume d'U. LELE, alors que dix ans plus tôt, DE WILDE (1967-68) n'abordait que le développement agricole. Mutation sémantique significative.

Les géographes français ont récemment attiré l'attention des opérateurs du développement sur les stratégies de « récupération » par les paysans des interventions externes (MAB, 1978 ; SAUTTER G.,

1978 : 233-243) : opérations de développement ou encadrement rural. Ils ont opposé des stratégies ou des logiques traditionnelles ou paysannes aux projets de développement et à la logique technicienne (O.R.S.T.O.M., 1979). Ils ont enfin insisté sur les capacités propres aux sociétés africaines de répondre correctement à un problème de sauvegarde du milieu naturel, de sécurité alimentaire, de surpeuplement relatif ou de gestion du temps et de l'espace en fonction de leurs objectifs socio-culturels. Ceci n'est pas exclusif de la nécessité reconnue d'interventions extérieures qui, pour réaliser leurs objectifs explicites, devraient enfin en tenir compte. Les paysans du Tiers-Monde ne sont pas « incapables de tirer de leurs terres le profit maximum » (DE WILDE, 1967 : 34). Ils ne le souhaitent pas, bien souvent pour des motifs qui devraient être pris en considération.

Le développement rural suppose dans beaucoup de cas l'accroissement de la production agricole qui passe par l'élévation de la productivité moyenne. Cette « croissance » économique est recherchée par une intensification des méthodes de production et un usage parcimonieux de l'espace. Ceci implique plus de travail sur un espace plus limité et l'adhésion des populations concernées à cette philosophie. Celle-ci est rarement acquise et l'extensif préféré à l'intensif quand cela s'avère possible. Et la production peut augmenter...

Autre objectif recherché : la diminution de l'auto-consommation et l'insertion du monde rural dans une économie marchande généralisée. Cela se réalise par l'introduction de cultures commerciales, source de revenus monétaires. Si la sécurité alimentaire est assurée, l'adhésion peut être acquise mais avec des accommodements et la remise en cause de « l'idéologie villageoise » (MAB, GALLAIS J., 1978 : 31) et de l'égalitarisme relatif traditionnel. La notion de « dynamisme différentiel » a été introduite pour caractériser les groupes selon leurs réponses aux stimuli extérieurs. Rares sont les sociétés africaines qui ne souhaitent pas consacrer au temps social de l'existence la durée qui convient. Ce qui compte en définitive, c'est la « rémunération du temps de travail investi » (MAB-UNESCO, 1978 : 56). Il peut donc y avoir croissance sans développement mais aussi développement sans croissance avec les appréciations divergentes selon l'optique que l'on prend. C'est dans le cadre d'un « choix de société » (MAB, 1978 : 81) que peuvent apparaître les processus d'urbanisation : temps social, idéologie communautaire et sécurité alimentaire ou travail et unité spatiale, profit et promotion individuelle.

La *planification économique* après avoir privilégié les actions sectorielles, se voudrait maintenant « aménagiste » dans le cadre régional, voire participative dans le cas d'opérations de développement « intégré » (PILLET-SCHWARTZ A. M. *et al.*, 1978 ;

PILLET-SCHWARTZ A. M., 1979 : 71-76). C'est oublier un peu vite le contexte national et international : capitalisme et centralisation n'autorisent que rarement une autre approche que marchande et bureaucratique. Tenant compte des échecs du passé, les actions de modernisation et les opérations de développement ont procédé à un dépoussiérage et à un nouvel habillage : le cas des ZAPI du Cameroun est grandement significatif de ce qu'est le développement rural intégré avec ses potentialités et ses faiblesses (BELLONCLE G., 1979). Le développement rural passe par des actions et des méthodologies différentes si globalement les objectifs restent assez semblables.

La *réceptivité au changement* et les modalités d'assimilation de celui-ci par les sociétés locales sont une deuxième variable intéressante pour opérer une classification en fonction de nos préoccupations (GOSSELIN G., 1978). Selon le point de vue adopté, des typologies plus ou moins complètes ont été proposées (RAISON J. P., 1968 : 5-112 ; 1973 : 371-403 ; BARBIER J.-C., 1979 : 343-380 ; SANTANA R., 1981 : 102-122). Celle que nous allons utiliser ne saurait avoir une prétention normative.

Le développement rural s'inscrit parfois en dehors de toute volonté extérieure. L'impulsion initiale vient du groupe intéressé en fonction de ses impératifs propres : sécurité alimentaire, « maintenance sociale », sauvegarde et/ou expansion idéologique, sécurité politique, rentabilité maximum de l'heure de travail, contrôle foncier, etc. L'ensemble des exemples que l'on pourrait citer (par exemple O.R.S.T.O.M., 1979) indique bien qu'il n'y a pas lieu de voir dans ce *développement endogène* des processus d'urbanisation en raison des voies, des moyens et des objectifs poursuivis. Les innovations spontanées ne peuvent qu'être une réponse à des situations de crise dans le cadre d'un espace rural qui entend le rester. Ce type de développement n'est jamais pur cependant. Des interférences extérieures viennent peu ou prou en modifier les perspectives réelles. L'État contrôle très vite, la scolarisation généralisée modifie totalement les comportements et devient le « fourgon » des influences urbaines. Enfin, la croissance démographique et le développement des cultures d'exportation rendent inexorablement insuffisantes les tentatives de développement endogène.

Le *développement rural exogène* a pris dans la réalité des formes très variées correspondant aux stratégies implicites et aux moyens des agents intervenants. Conçu de l'extérieur par des citoyens et des techniciens au service du pouvoir et/ou du capital, il s'efforce d'intégrer les paysanneries du Tiers-Monde à l'économie internationale et à leur inculquer un comportement social nouveau par le biais du progrès agricole.

Les projets de développement peuvent être diffus (sectoriels ou polyvalents) ou géographiquement

localisés, et on parlera dans ce dernier cas d'« opérations » de développement. Vocabulaire militaire qui traduit bien le parachutage dans un lieu du « package » technologique, financier et humain censé enfoncer d'un coup de boutoir les résistances paysannes au progrès. C'est dire aussi le caractère imposé de ce genre de schéma de développement même s'il prétend convaincre les populations paysannes.

On peut distinguer trois formes de développement d'origine extérieure en fonction de la participation attendue des sociétés concernées, du niveau de contrainte utilisé et de l'importance des modifications apportées aux styles de vie. C'est ce dernier facteur qui nous paraît essentiel car il est porteur des effets urbanisants. Les méthodes utilisées peuvent être multiples, complémentaires ou concurrentes dans le temps et dans l'espace, mais les efforts des sociétés autochtones pour « récupérer » les interventions, pour les infléchir, en rendent la résultante difficile à lire. Aucun modèle énoncé n'est donc pur en raison des complexités introduites par les promoteurs qui font du « pilotage à vue » ou des aménagements obtenus par les populations.

Avec le *système agro-industriel* (BRUNEAU M., IMBERNON J.-M., 1980 : 211-222 ; GOUROU P., 1966 : 187), variante modernisée de la plantation coloniale, nous avons le cas du parachutage total de la technologie, du savoir-faire et des modes d'organisation capitalistes. L'espace rural fournit la force de travail et l'assise foncière. L'impératif de productivité en vue de la maximisation du profit soumet le milieu à ses normes. Plusieurs types d'intervention coexistent : l'exploitation directe d'un domaine avec main-d'œuvre salariée, le bloc industriel qui constitue le cœur d'un dispositif intégrant petits et moyens exploitants liés par contrat, l'usine qui vit uniquement sur les exploitations paysannes ou sur la cueillette selon le schéma de l'économie de traite, l'intervention qui se limite à la commercialisation et au contrôle foncier par personnes physiques ou morales interposées. Tout dépend, en fait, de la production, du niveau technique des paysanneries, de la volonté étatique d'indépendance économique « réelle » et des pesanteurs propres aux technostuctures des opérateurs de ce type de développement.

La *constitution de nouveaux terroirs* soit par remodelage de terroirs existants, soit par création *ex nihilo* destinée à de petits exploitants, est une deuxième variété de développement exogène. L'espace est aménagé selon une rationalité technique, un nouvel habitat et un système d'exploitation agricole sont parfois livrés « clés en mains » aux colons. Des règles précises sont à respecter, un encadrement technique renforcé est là pour y veiller. La mécanisation peut être proposée moyennant un endettement. La recherche de l'auto-développement passe souvent par l'imposition d'organismes de parti-

cipation. Une réforme foncière peut précéder l'aménagement de l'espace rural. Cet ensemble d'actions vise à modifier les styles et le cadre de vie ruraux sans passage forcé à la concentration d'une importante force de travail en un lieu donné.

Nous trouvons là tous les projets de colonisation agricole de peuplement ou de production qui ne sont pas d'initiative paysanne mais qui visent à la modernisation des petits producteurs. L'importance donnée aux aménagements et à la contrainte a pour résultante la constitution d'une classe d'agriculteurs ou de planteurs dégagée des pesanteurs socio-économiques paysannes. Ce nouveau milieu sera donc réceptif aux influences urbaines. Ce type de projet sera amené à valoriser le « paysan-pilote », moteur du développement par son exemple et à écarter les marginaux du monde rural : métayers, journaliers, paysans « traditionalistes », etc.

Un dernier type de projet privilégie l'*encadrement des populations* sans restructuration préalable, ni aménagement de l'espace rural. Cela peut emprunter la forme de l'animation rurale, du développement communautaire, de la création suscitée d'organismes de participation pseudo-démocratiques, de la vulgarisation agricole, etc. L'action de développement se concentre sur les milieux ruraux existants et privilégie la « communication » sur l'action, essayant d'obtenir l'adhésion paysanne aux objectifs définis de l'extérieur. Les communautés rurales sont appelées à gérer leur propre développement, le plus souvent sous surveillance.

Les modifications psycho-sociologiques obtenues favorisent la pénétration des modes de vie et de consommations urbains d'autant plus vite que d'autres vecteurs d'urbanisation agissent sur le milieu. Par ailleurs, l'encadrement direct ou indirect (contrôle de la commercialisation et des prix par exemple) se fait parfois pléthorique et se localise dans des lieux ayant vocation urbaine si l'appareil d'État donne l'impulsion.

Ces trois approches du développement introduisent de manière différente l'urbanisation : sous-produit plus ou moins voulu dans le premier cas, « occidentalisation » des campagnes plus ou moins réussie dans le second, réceptivité des esprits à la modernité dans le troisième. Il est bien rare cependant que ces trois modes de développement ne coexistent pas dans un projet et il devient donc difficile d'en séparer les effets induits. Enfin, et ceci est capital, le milieu rural-cible peut subir ou avoir subi l'impact d'autres facteurs d'urbanisation : scolarisation, proximité d'une grande métropole, d'un grand pôle industriel ou touristique, retour des citadins des mégapoles ou des pays développés, etc. Au total, il sera bien difficile d'attribuer au développement proprement agricole sa part de responsabilité propre dans les processus d'urbanisation en cours dans bien des secteurs géographiques.

Avec les pays idéologiquement socialistes, la logique habituelle, l'« avoir avant l'être » (PILLET-SCHWARTZ A.-M., 1979 : 71-76) peut être inversée dans le discours, pas nécessairement dans la réalité... Se méfiant de la ville malsaine moralement et coûteuse socialement, il arrive qu'ils donnent une priorité au monde agricole sur le monde industriel et urbain. Il est exceptionnel de voir le secteur agricole devenir la priorité n° 1 dans ce type de pays : Algérie par exemple. Là où cela est posé comme objectif, la promotion sociale du rural doit déboucher sur le progrès économique. C'est le sens du discours tanzanien qui ne semble pas avoir fait l'économie de la coercition pour parvenir à ses fins. Bureaucratie et macrocéphalie persistent avec leur cortège de blocages pour ne pas dire plus...

L'URBANISATION, SES MODES, SES PROCESSUS ET SES MODÈLES

Il y a difficulté à caractériser le fait urbain dans le Tiers-Monde au-delà d'un constat spatial et démographique qui prête d'ailleurs à discussion. Le terme d'urbanisation recouvre en effet, deux aspects complémentaires (FRIEDMANN J. R., 1971 : 13-44 ; CLAVAL P., 1976 : 12 284-12 285) :

(a) *L'urbanisation physique ou géographique*, la concentration géographique de population et d'activités non agricoles dans un milieu urbain de forme ou de taille ;

(b) *L'urbanisation globale ou sociologique*, la diffusion géographique de valeurs, de comportements, d'organisations et d'institutions urbaines.

Ces deux types d'urbanisation ne se manifestent pas en même temps et il peut y avoir décalage entre les deux. Dans le Tiers-Monde, l'urbanisation physique est souvent en avance sur l'urbanisation globale. Dans son deuxième aspect, le concept d'urbanisation rejoint celui de *modernisation*. « *La modernisation crée de nouvelles-activités répondant à de nouveaux besoins. Des activités nouvelles bénéficient de nouvelles possibilités. Mais la modernisation locale peut représenter tout simplement l'adaptation d'activités déjà existantes à un nouveau degré de "modernisme"* » (SANTOS M., 1972 : 261-262). Le même auteur ajoute que la modernisation est « *responsable d'une hiérarchie fonctionnelle, elle-même génératrice d'une hiérarchie de lieu* » (SANTOS M., 1972 : 263). Plus fondamentalement, il s'agirait (SLATER D., 1976 : 71) « *d'un processus conjugué de diffusion et d'intégration par lequel se produit dès l'origine l'expansion, de l'Ouest vers les nations sous-développées, des valeurs, idées, techniques, savoir-faire, capitaux, institutions et entreprises dont l'adoption constitue l'achèvement de la modernisation dans le Tiers-Monde* ». La modernisation érigée en

doctrine conduit donc à une *extraversion* totale de l'économie vis-à-vis des pays dits avancés ou capitalistes.

L'urbanisation apparaît comme un phénomène à plusieurs facettes, géographique et économique, social et culturel. La concentration du peuplement et la densité vont souvent de pair avec l'accumulation en un lieu donné des moyens de production, des pouvoirs et des besoins (RAMBAUD P., 1973 : 14-32). Cela s'accompagne de l'ouverture de l'éventail professionnel. Les rapports sociaux deviennent nécessairement de plus en plus impersonnels et fonctionnels, l'économie monétaire, un symbole et la liberté individuelle, son corollaire. Le milieu urbain est censé produire une culture qui est trop souvent la copie mal assimilée de la culture dominante des anciennes métropoles. Cette culture, traduction de la domination de l'Occident, se répand dans les campagnes par divers canaux et précède souvent le développement économique. Les villageois peuvent ainsi entrer dans un processus d'*acculturation* à un mode de vie occidental dégradé et abandonner progressivement leurs styles de vie « traditionnels ».

Sur le plan socio-économique, la recherche de la *parité économique et sociale* avec les citadins sert d'alibi à tout projet de développement, mais les individus et les groupes sociaux n'en tirent pas un profit identique. Tout dépend, bien sûr, du mode de croissance économique choisi. Les disparités de revenus demeurent les caractéristiques structurelles d'une croissance capitaliste dans une économie extravertie type Brésil, Côte d'Ivoire, ou Singapour. Elles peuvent persister en régime dit « socialiste réel ».

Sur le plan politique enfin, l'*intégration nationale*, obsession majeure des pays créés de toutes pièces par les nations impérialistes commence à se réaliser quand l'ensemble des populations du territoire national partage la même culture citadine. Voilà pourquoi l'écolier africain, par exemple, continue à « manger son porte-plume » (DUMONT R., 1973 : 79). La scolarisation même « ruralisée » dont les experts se plaisent à identifier les méfaits devient le moteur de l'unité nationale sans aucun effet positif pour le développement agricole. Pas d'éducation « au rabais » au Sénégal, « ruralisation » de l'école au Cameroun, mais *reproduction de l'élite* dans les deux cas (COURADE G. C., 1978 : 743-769).

D'une manière générale, les théoriciens occidentaux posent comme synonymes urbanisation, modernisation et expansion de la société capitaliste libérale (CASTELLS M., 1969 : 171-191). Ils tentent de faire croire que l'urbanisation est porteuse de développement en général. L'inquiétude a toutefois gagné quand on s'est aperçu qu'une urbanisation galopante précédait celui-ci et y faisait même obstacle. D'où une vision pessimiste et l'idée d'une *déviolation pathologique* du processus d'urbanisation « normal »

(YOU N., NGUYEN NGOC ANH, 1980 : 239). On est donc conduit à opposer un processus naturel ou normal à un autre qui serait déviant ou pathologique. Le modèle théorique reste basé sur l'expérience des pays développés. Il n'en reste pas moins que le problème des distorsions de toutes sortes existe même s'il ne prend pas le même sens selon le niveau de développement, la période et la société considérée.

L'urbanisation dans le Tiers-Monde aboutit donc à la « projection d'un modèle de société, d'un ordre social » (YOU N., NGUYEN NGOC ANH, 1980 : 230) dans un milieu localisé et jusque-là relativement autonome. Cela se passe au plan géographique par l'imposition d'un schéma spatial totalement étranger à la gestion habituelle de l'espace par les populations. Les sociétés autochtones réagissent face à l'urbanisation et au développement agricole cheminant ensemble ou par des canaux séparés de manière diversifiée. On a pu évaluer, à partir de critères fondés sur la structure politique, les densités, la situation géographique et l'histoire, les « chances au développement » des sociétés africaines (GOSSELIN G., 1978) et en tirer une typologie allant du qualificatif de « réactionnaire » à celui d'ouvert. Sans aller jusqu'à proposer une classification toujours contestable dans ce domaine, on peut retenir l'idée de *réponses variables* des paysannes « traditionnelles » à la modernisation et à l'urbanisation. Il n'est pas rare de voir des groupes ou ethnies conquérantes (Chinois de l'Asie du Sud-Est, Ibo du Nigeria, par exemple) adopter des innovations et s'adapter au monde actuel pour en tirer profit et rejeter les autres en marge. L'urbanisation comme processus inégalitaire aboutit à la *marginalité*, « notion multidimensionnelle recouvrant des formes d'exclusion économique, politique et culturelle » (FRIEDMANN J. R., 1971 : 39).

On peut donc distinguer dans le Tiers-Monde des modèles d'urbanisation ainsi que des degrés et des formes qui prévalent dans des sociétés, des régions ou des États en fonction de leur mode, de leur niveau de développement et de leurs caractères socio-politiques. Les choix idéologiques influent comme les conditions techniques de transport. Les trois principaux types de développement rural retenus impulsent par eux-mêmes certaines formes d'urbanisation qui sont incomplètes, voire déséquilibrées. Le développement rural exogène seul ne parvient pas à susciter des formes d'urbanisation achevées.

C'est là qu'interviennent les *vecteurs de la pénétration urbaine* (TROIN J.-F., 1981 : 34-36) qui précèdent, accompagnent ou suivent le développement agricole :

— la scolarisation qui favorise une urbanisation des goûts et des mentalités ;

— le développement de la circulation routière qui favorise l'émergence de petits centres de services et de commerces qui insèrent les populations paysannes

dans le mécanisme du crédit et entraîne la régression de l'autoconsommation et de la production paysanne d'équipements agricoles ;

— la progression des circuits urbains de distribution des grandes villes qui court-circuitent les centres de moyenne importance ;

— les migrations quotidiennes ou saisonnières de travail à la ville ou dans un pôle industriel neuf qui modifient comportements et conduites ;

— les retours des migrants de l'étranger ou de la grande métropole nationale qui mènent un train de vie différent des villageois avec dépenses de caractère ostentatoire et effet d'imitation, et qui alimentent la consommation par des envois d'argent aux parents restés sur place avec parfois l'introduction d'innovations ;

— l'implantation de pôles touristiques de grande taille qui font appel à la main-d'œuvre rurale environnante (confrontation brutale de deux civilisations dont on connaît les effets « pervers ») (ROBINEAU C., 1974 : 287-295).

On pourrait ajouter à ces six vecteurs d'autres non négligeables. *L'impact des médias* et notamment la transistorisation poussée des populations rurales contribue à l'intégration culturelle et idéologique avant que la croissance économique ne les touche. Les regroupements des populations villageoises dispersées, s'ils procèdent du désir de mieux contrôler permettent aussi de faire bénéficier les ruraux des équipements socio-culturels de base dont disposent les citadins. *L'administration « administrante »* (tout ce qui n'est pas administration du développement), copie conforme de l'appareil de gestion des ex-métropoles, concourt, dans la mesure de son emprise réelle à la bureaucratisation de la vie sociale. La *concentration* des opérations et projets de développement sur une portion d'espace déterminé, dès lors qu'elle a des effets multiplicateurs, opère des transformations alentour dans le sens de la modernisation partielle.

Un milieu déjà touché par un ou plusieurs de ces vecteurs peut trouver dans le développement rural l'occasion de faire un saut quantitatif dans sa marche vers l'urbanisation.

A partir de là, trois modèles d'urbanisation ont été retenus présentant chacun de nombreuses variantes :

(a) *L'urbanisation diffuse* qui signifie la modernisation évolutive des styles de vie dans leur ensemble sans parvenir à une forme achevée. Le développement agricole entraîne une modification des cadres de vie sans que l'urbanisation physique soit atteinte. La parité économique avec les citadins les moins rémunérés a pu être approchée par une fraction de la population. La société rurale s'est diversifiée :

élargissement de la gamme professionnelle et appauvrissement des rôles sociaux. Le cadre bâti s'est « durci ». L'agriculteur a desserré les contraintes écologiques pour tomber sous la dépendance du crédit et d'un cahier des charges élaboré par les agronomes.

(b) *Les cas de « pseudo-urbanisation ».*

Nous avons à la fois regroupé sous ce modèle les cas déviants et les exemples d'urbanisation physique embryonnaire par référence à un mode normal et à un degré achevé, compte tenu du contexte géographique. Nous admettons une notion discutable sur le plan théorique pour faciliter la réflexion et la critique. Nous nous trouvons devant quatre cas de figure. Si l'on estime que le niveau d'urbanisation doit correspondre *grosso modo* au stade de développement atteint dans les campagnes, on peut parler de cas d'urbanisation incomplète et de « sururbanisation » quand il y a disharmonie évidente entre les deux.

De même, la création urbaine à l'initiative d'entreprises capitalistes aboutit à la mise en place de cités de transit sans vie sociale propre, sans ancrage dans le milieu rural environnant et avec pour seul objet, le drainage des richesses rurales ou le logement de manœuvres déracinés. Dans les deux cas, il s'agit de noyaux urbains non producteurs d'une culture et d'une vie typiquement urbaines ; ce sont des « corps étrangers au milieu de campagnes archaïques qu'elles stérilisent » (JUILLARD E., 1973 : 8).

(c) *L'urbanisation des campagnes et l'apparition d'une trame urbaine*

Il existe des exemples d'urbanisation des campagnes dans le Tiers-Monde quand le fait urbain a précédé le développement agricole pour des raisons socio-politiques et commerciales. La croissance agricole vient alors conforter la trame urbaine existante. On voit aussi une trame urbaine apparaître dans des régions rurales touchées par un intense développement économique où l'agriculture joue un rôle moteur.

Dans ces deux figures, les producteurs ruraux accèdent dans une certaine mesure aux avantages des citadins au plan économique et social. Le désenclavement et l'intégration à l'économie monétaire y sont très poussés. Un réseau de centres urbains répond aux besoins des populations rurales et les deux milieux tendent vers la complémentarité. Les migrations résorbent la croissance démographique tout en favorisant la mobilité professionnelle et s'accompagnent d'un va-et-vient permanent entre les deux milieux. Le salariat rural dépasse certaines attitudes de repli sur soi ou sur le groupe ethnique dans les associations de solidarité, de défense, etc. Cette urbanisation des campagnes ne se fait pas sans discontinuités sociologiques, spatiales ou écono-

miques. Un troisième cas est représenté par l'urbanisation volontaire et systématique des campagnes dans le cadre de la planification socialiste donnant la priorité au développement rural. Il s'agit d'une réponse étatique aux besoins sociaux dont les finalités peuvent être différentes : réforme agraire (Algérie, Cuba) « désurbanisation » (Vietnam, Cuba, Chine, Tanzanie). Le caractère obligatoire et bureaucratique de leur mise en œuvre avec déplacement de population revêt un caractère traumatisant pour les ruraux appelés à changer de cadre de vie. La question se pose de savoir si des phénomènes de « déruralisation » n'accompagnent pas l'ensemble de ces mutations (TROIN J.-F., 1975 : 99-118) ?

Les trois modèles retenus correspondent ainsi à des seuils théoriques entre une urbanisation des campagnes à son apparition jusqu'à sa forme la plus poussée dans le cadre du développement rural. Les modèles intermédiaires ou « pathologiques » constituent la troisième grande variante que nous voulons illustrer.

II. L'urbanisation diffuse sans urbanisation physique

Par urbanisation diffuse, il faut entendre l'intégration des paysanneries au système économique occidental, d'abord dans la sphère de la consommation pour ce qui est du style et du degré, ensuite, dans le domaine socio-culturel. Il est bien évident que la participation à l'économie monétaire doit être forte pour permettre un style et un certain niveau de consommation. La part de l'autosubsistance qui persiste, ne saurait constituer une alternative sérieuse à cette adhésion à l'économie marchande. Par ailleurs, les changements économiques survenus ont pour effet d'introduire dans les sociétés localisées les problèmes, les conflits et leurs antidotes que l'on rencontre dans les sociétés urbaines. Ceci n'exclut pas des réponses spécifiques des sociétés autochtones dans les domaines foncier ou idéologique, selon la marge de liberté dont elles disposent.

Voilà pourquoi les *régions retardées* (BUGNICOURT J., 1971) ne peuvent être prises en compte. Les divers handicaps dont elles souffrent et qui ont des effets multiplicateurs empêchent le développement rural d'y donner naissance à une ample urbanisation du cadre et du mode de vie. Tout au plus, conduit-il à une entrée sur la pointe des pieds dans les circuits monétaires. La société coutumière continue à se développer et à se « reproduire » après que des ajustements et des compromis aient permis d'intégrer les nouvelles données de la situation économique.

Cumulant le plus souvent les désavantages — faible urbanisation physique de caractère précolonial souvent, enclavement, sous-équipement général, encadrement insuffisant, faible taux de scolarisation —

elles subissent profondément les effets de drainage sur les hommes et les maigres ressources existantes (en l'espèce, monoculture spéculative). Le développement s'y heurte aussi aux antagonismes traditionnels auxquels il donne une nouvelle dimension, foncière par exemple (BOUTRAIS J., 1978 : 53-90). Mais il souligne aussi les blocages politiques existants qui maintiennent en marge de vastes secteurs.

LES CAS DES PÉRIPHÉRIES DES GRANDES VILLES

Le milieu rural situé à la périphérie des grandes villes — métropoles économiques, capitales politiques ou villes « nombreuses » (ANCEY G., 1974 : 238) se trouve confronté au fait urbain de manière permanente, directe ou insidieuse. Il en subit l'attrait et la domination d'autant plus fortement qu'il s'agit d'une de ces métropoles solitaires qui concentrent le pouvoir et l'argent. Le développement agricole est pour ainsi dire happé, conditionné par l'omniprésence de la ville qui constitue un facteur d'appel pour les vivres et les individus. Par ailleurs, la classe dominante, quand elle a une activité urbaine, peut être amenée à y intervenir directement en vue de s'y constituer un patrimoine. Les latifondiaires ruraux, institutionnels ou privés, sont aussi installés en ville parasitant le plat pays (BRISSEAU-LOAIZA J., 1981 : 174-199). Enfin, l'ensemble des vecteurs d'urbanisation viennent cumuler leurs effets. Ceci explique pourquoi le développement agricole prend en main un secteur déjà entamé par le capitalisme et des hommes sensibilisés à l'économie monétaire.

L'approvisionnement des citadins (VENNETIER P., 1972 : 1-13) ayant un niveau de vie élevé, de nouvelles habitudes alimentaires (SANTOS M., 1967 : 605-629) ou qui gardent leurs préférences traditionnelles est un puissant facteur de modernisation du monde rural. Celui-ci réagit favorablement à cette demande quand il se trouve densément peuplé et irrigué par un important réseau de communications. D'autant plus que le vivrier rapporte gros et que l'État encourage la création de ceintures vertes tout en étant dans l'incapacité de contrôler la commercialisation et donc, les prix.

La spéculation se taille la part du lion, mais le paysan en reçoit sa part malgré le peu de succès de la coopération dans ce secteur délicat. Ceci concerne le maraîchage aussi bien que les vivres et boissons traditionnels. Une hectare de cultures maraîchères rapporte dix fois plus minimum que la surface équivalente en arachide dans la presqu'île du cap Vert près de Dakar (ARNAUD J.-C., 1970). Ceci contribue à valoriser le capital-terre qui prend de l'intérêt pour les citadins à l'affût du profit facile dans les régions où le problème foncier ne semble pas difficile. Cela amène un développement du salariat agricole ou du

métayage et les revenus perçus se traduisent dans le durcissement de l'habitat, l'acquisition de biens semi-durables, parfois la motorisation.

Autour de Mexico, l'Anahuac (Centre-Est mexicain) a un peuplement rural dense et ancien. La croissance des villes y est freinée par le poids de la capitale, si bien que ce sont les bourgades qui jouent le rôle le plus original parce qu'elles sont fortement enracinées dans le milieu rural. Ce milieu étant généralement pauvre, ces bourgades gardent simplement leurs fonctions élémentaires traditionnelles, les véritables villes n'ayant pas de fonctions plus évoluées bien que plus peuplées (commerces, services élémentaires, école secondaire...). La facilité des communications par autocar fait négliger les échelons intermédiaires par les paysans et les amène à s'adresser directement aux services de la capitale. Les migrations vers la ville depuis les campagnes du Centre-Est ont été anciennes et importantes. Une partie de ces campagnes vend ses productions agricoles sur le marché de la capitale (BATAILLON C., 1971 : 323-382). Une partie de la main-d'œuvre des municipes ruraux travaille dans les entreprises de la capitale et de ses banlieues (jusqu'à 30 ou 40 km de la zone urbanisée).

Ces emplois industriels entraînent une élévation du niveau de vie des villages du bassin de Mexico et l'habitat de type rural se transforme, les commerces se multiplient, certains services apparaissent. Au-delà de la ceinture des migrations quotidiennes, la modernisation atteint des agglomérations qui fournissent à Mexico une main-d'œuvre qui ne rentre chez elle que chaque fin de semaine. Ces travailleurs urbains restés en contact étroit avec leur village font monter notablement les salaires ruraux par rapport aux régions moins soumises au rythme des migrations du travail. De nombreux sites touristiques attirent le tourisme international et celui des citadins. Dans les deux États de Morelos et Mexico, ceux qui vivent grâce au tourisme sont plus nombreux que ceux qui tirent leurs revenus de l'élevage (BATAILLON C., 1971 : 345-349). C. BATAILLON parle d'urbanisation généralisée à propos de l'ensemble du Centre-Est mexicain : « les liaisons entre Mexico et les campagnes du Centre-Est s'intensifient, car les productions agricoles de la région s'améliorent et s'adaptent de mieux en mieux à la demande urbaine ; cependant, seuls des noyaux favorisés profitent actuellement de cette intégration » (ce qui signifie modernisation du minifundio).

La basse Côte d'Ivoire lagunaire, à la densité relativement élevée (27 habitants au km²) en raison de la pauvreté des sols, connaît un exode rural prononcé par suite de la scolarisation, de la proximité d'une capitale millionnaire et de l'entrée ancienne des populations dans l'économie monétaire. Immigration des pêcheurs venus de l'Est et arrivée de la main-d'œuvre voltaïque masquent les départs nombreux vers

Abidjan. « C'est en effet par la Basse-Côte qu'a été inoculé en Côte d'Ivoire le germe du modernisme dont la propagation n'a pas fini de faire sentir ses effets perturbateurs » (BERRON H., 1980 : 37).

L'habitat villageois a changé. La modernisation a touché les habitations : « villas » des « intellectuels », cases en dur prolifèrent. On retouche les plans des villages : le lotissement aux parcelles bornées se répand comme en ville. On se mure même dans sa concession comme le fait le Blanc en ville. L'électricité se répand dans le village au même titre que l'eau courante, voire le téléphone. Les commerces modernes, créateurs de besoins de consommation, proposent une gamme de produits importés de plus en plus vaste (BERRON H., 1980 : 33-78 ; CAUVIN C., 1972 : 7-38). Nous avons là une forme d'urbanisation physique rampante des villages où la recherche du prestige social compte autant que celle d'un meilleur cadre de vie, les deux n'allant pas de pair, le plus souvent.

Cette modernisation du cadre de vie a été rendue possible par l'omniprésence de la grande ville qui a structuré ce monde rural amphibie et l'a mis à son service. C'est que la périphérie urbaine est sollicitée par la métropole pour ses produits piscicoles et maraîchers, le manioc (attiéké) et le charbon de bois, etc. Elle se trouve être également l'objet des sollicitudes du pouvoir technocratique et de ses bras séculiers, les SODE ou sociétés sectorielles de développement, qui imposent à coups de milliards le système agro-industriel et l'agriculture contractuelle (PILLET-SCHWARTZ A. M., 1978 : 65-79). Tout cela se surimpose sur une agriculture de petites plantations paysannes, héritage colonial, et une palmeraie naturelle exploitée de longue date en pays adioukrou.

Cette urbanisation diffuse s'est faite sous l'ombre de la métropolitaine qui n'a pas laissé se développer d'autres centres urbains dans un rayon d'une centaine de km. La vitalité des petits centres satellites est handicapée par la place qu'y occupent les agriculteurs et par l'importante présence tertiaire en secteur rural (BERRON H., 1980 : 149). L'exode rural ne connaît d'autre objectif qu'Abidjan et les petites cités deviennent rurales dès lors qu'une mauvaise fortune survient. « Il semble bien que l'édification de l'énorme ville d'Abidjan en plein centre de la région ait épuisé pour des années les ressources d'urbanisation à des kilomètres à la ronde » (BERRON H., 1980 : 122).

Autour de *Tananarive*, le milieu rural intégré dans l'espace politique de la monarchie merina au XVIII^e siècle a évolué de façon particulière (WURTZ J., 1972 : 1079-1087). Mobilisées de manière servile et égalitaire pour l'aménagement hydraulique ou la guerre, les communautés rurales de la périphérie de Tananarive étaient complémentaires de la capitale quand le colonisateur français est intervenu en supprimant

l'esclavage sans donner aux affranchis les moyens de l'indépendance économique. Le panorama social pré-colonial a donc subsisté.

La pénétration de l'économie monétaire s'est faite de manière diversifiée dans une zone densément peuplée : 140 à 370 hab. au km² à proximité de la ville. Deux zones concentriques ont été distinguées en fonction du degré de modernisation des ruraux : une première dans un rayon de 15 km autour de Tananarive et une deuxième à une distance de 30 km. Dans la première, les activités non-agricoles occupent 40 % des familles contre 20 % dans la zone la plus éloignée. On y note pour les rizières une préférence pour le faire-valoir direct avec salariés au détriment du système de métayage. La taille des exploitations est nettement plus inégalitaire dans la zone proche qui attire des jeunes en quête d'un emploi salarié. Selon les villages, les anciennes castes — oligarchie, peuple, esclaves (andriana et hova, peuple merina et andevo) — ont réagi différemment à l'économie de marché. Accentuation des disparités sociales à proximité de la ville avec apparition d'une classe intermédiaire et prolétarianisation corrélative des anciens esclaves ; tendance au nivellement social, ailleurs.

Cet exemple indique les effets ambivalents de la modernisation dans un secteur ayant un héritage sociologique d'inégalité : une reclassification peut s'amorcer, mais l'ancienne stratification peut se trouver confortée dans ses positions socio-économiques.

Les villes de moyenne importance (Yaoundé, Bangui, ou Bouaké) ne parviennent pas à développer une agriculture de qualité à leur périphérie. La ceinture maraîchère de Yaoundé ne suffit pas à nourrir la ville (MORINIÈRE J.-L., 1972 : 49-82). L'arrière-pays de Bangui, sous-peuplé (1,7 habitant au km²) sert de refuge pour des citadins dans l'incapacité de vivre en ville qui y pratiquent une cueillette modernisée prédatrice du milieu (PIERMAY J.-L., 1978 : 187-205). Bouaké ne réussit qu'à induire à sa périphérie des activités infra-agricoles sans répercussion sur les structures de production (ANCEY G., 1970 : 49-78).

Le séjour en ville pourtant « se conçoit souvent comme une étape dans l'existence, un moyen d'accéder à un certain niveau de vie, un certain rang social dans le village » (FRANQUEVILLE A., 1972 : 384). Le milieu rural connaît surtout les aspects négatifs de la ville : la difficile (ou impossible) promotion sociale en milieu urbain, l'arrivée de hauts fonctionnaires sur le marché foncier et matrimonial ! Autour de Yaoundé on peut craindre que les villages ne soient « en passe de devenir des villages-dortoirs, des villages de retraités ou des villages d'aigris » (FRANQUEVILLE A., 1972 : 385).

Dans ce style de villes, on note deux séries de distorsions : entre l'urbanisation sociologique et le niveau de développement agricole en milieu rural, entre celui-ci et la taille démographique de la ville.

La notion de *zone périurbaine* qui s'étend non seulement autour de la capitale (Bangkok) mais autour de petites villes ayant connu une croissance certaine depuis deux décennies a été définie à propos de la Thaïlande (BRUNEAU M., DURAND-LASSERVE A., MOLINIÉ M., 1977 : 188-190). Cette zone péri-urbaine est soumise à l'influence directe d'un centre urbain dans les domaines commercial (circuit de ramassage et de distribution centré sur la ville, absence d'intermédiaires locaux ou très faible autonomie de ceux-ci), industriel (zone de recrutement de la main-d'œuvre salariée employée par l'industrie urbaine et sub-urbaine, avec migrations quotidiennes du travail) et foncier (zone où prédomine la propriété absenteïste). L'organisation spatiale révèle une superposition complexe de formes héritées (petit parcellaire avec aménagement hydraulique autour de certaines villes) et de formes nouvelles (réseau de communications terrestres très dense, changements agricoles en vue de l'approvisionnement urbain). L'augmentation du prix du sol agricole virtuellement urbain, provoqué dès le milieu des années 60 par la demande élevée, à caractère spéculatif, de terrains constructibles, y a accéléré le mouvement d'expropriation. Les inégalités entre propriétaires et non-propriétaires se sont accentuées à l'intérieur des communautés villageoises (DURAND-LASSERVE A., 1976).

En Afrique noire, ce phénomène de franges urbaines de création spontanée et planifiée a été étudié à Dakar (VERNIÈRE M., 1973 : 587-605) en termes urbanistiques soulignant sa marginalité par rapport au centre urbain moderne, son caractère d'« espace malade » que l'on veut traiter et qui revendique son « droit à la ville » (LEFEBVRE H., 1968) et ne saurait l'obtenir à l'état actuel du développement économique et des choix politiques.

Le même phénomène a été observé autour de *Bouaké* (SIRVEN P., 1972 : 989-1014), seconde ville de la Côte d'Ivoire, mais centre économique secondaire. Les villages de la couronne suburbaine se trouvent transformés par les fonctions urbaines de la ville située dans un milieu bien peuplé (70 habitants au km²). Les hameaux et villages péri-urbains accueillent les immigrés baoulé qui sont, pour la plupart, des agriculteurs-ouvriers. Le niveau de vie y est plus élevé qu'au centre urbain et la société s'occidentalise dans ses mœurs. Si la terre se raréfie en raison de la progression de l'habitat, le régime foncier traditionnel persiste. La culture du manioc remplace celle de l'igname mais l'agriculture reste une activité secondaire. Si l'on note une intégration à la société urbaine par divers signes (constructions en dur, mobilier varié, alcoolisme, scolarisation

poussée, libéralisation des mœurs), des croyances et des interdits traditionnels gardent toute leur force. Exemple d'une société de transition qui hésite à franchir le cap d'une urbanisation sociologique totale où elle perdrait toute identité propre. L'essor d'un nouveau syncrétisme religieux est là pour traduire les perturbations culturelles des Baoulé. Ce type de production idéologique peut traduire, dans certains cas, une contestation de la société néo-coloniale (DOZON J.-P., 1974 : 75-111).

En définitive, la ville diffuse facilement un modèle partiel de comportement citadin qui oblige le rural à prendre conscience de la faiblesse de ses ressources et à en tirer les conséquences. N'agissant pas sur les structures de production, elle ne lui permet pas d'adopter une solution conduisant au développement harmonieux pour satisfaire ses besoins nouveaux. Elle l'amène tout naturellement à trouver une solution de facilité pour améliorer ses revenus. Le rural tourne ainsi le dos à un développement agricole respectueux du milieu naturel.

Dans les zones péri-urbaines où s'exacerbe la compétition foncière au détriment des activités agricoles, l'urbanisation diffuse y présente à la fois un caractère dynamique et inachevé. Formes résiduelles et modernes de l'agriculture s'y enchevêtrent avec des avancées ou des isolats urbains incomplets ou marginaux. L'habitat spontané illégal y voisine avec les grands équipements pollueurs ou consommateurs d'espace, des lotissements d'habitat économique ou de vieux noyaux villageois submergés. Pseudo-urbanisation en attente d'intégration à venir au système urbain ? (VERNIÈRE M., 1973 : 587-605).

Au-delà de cet espace d'affrontement de deux mondes, les villes majeures verrouillent tout développement urbain d'envergure (ce qui n'exclut pas l'acquisition de la taille démographique) et maintiennent dans un rôle secondaire les organismes urbains existants qui peuvent être dotés de services et d'équipements à rayonnement local et avoir des fonctions spécialisées.

PLANTATIONS PAYSANNES ET AGRICULTURE CONTRACTUELLE

L'urbanisation diffuse ou sociologique est particulièrement sensible dans les zones rurales plus ou moins densément peuplées où une ou plusieurs cultures commerciales se sont développées. Les régions côtières et forestières ont été pour des raisons de facilité de transport et de potentialités naturelles privilégiées par rapport aux régions de l'intérieur et aux zones arides en Afrique tropicale notamment. Dans les Andes, la Cuesta a connu ces mêmes atouts au détriment de la Sierra, en Équateur par exemple (DELER J.-P., 1981).

Un processus de transformation et de décomposition des communautés rurales est engagé et s'est développé en fonction du degré de pénétration de l'économie marchande et des capacités des sociétés autochtones à y faire face dans le cadre de leurs propres objectifs sociaux. Dans bien des cas, il y a apparition de paysans riches au mode de vie partiellement urbanisé. Certains voient leurs positions de notables dans la société traditionnelle ainsi valorisée, d'autres peuvent penser accéder par ce biais à un statut social enviable.

Cette *différenciation socio-économique* procède des disparités entre exploitations liées à l'ancienneté de l'installation, à l'importance de la main-d'œuvre employée et au montant de l'aide reçue de l'État ou des banques. « *Salariat et vente de terres donneraient ainsi au paysan-plantier la faculté d'échapper à une condition de paysan-prolétaire sans accéder pour autant au statut de planteur bourgeois* » (CHAUVEAU J.-P., RICHARD J., 1978 : 519). Dans le cas des planteurs ivoiriens de café et de cacao, le rapport social entre le paysan et l'État est si important qu'il ne permet pas l'apparition d'un mode de production capitaliste. Ailleurs, des paysans pauvres, sans terres, journaliers ou migrants saisonniers vont travailler soit en ville, soit chez les exploitants les plus importants, parfois dans les plantations industrielles. Ils constituent quand ils sont « désocialisés », un sous-prolétariat.

Les paysans riches peuvent être des paysans de pointe favorisés dans le cadre d'une action de vulgarisation agricole « *auxquels tantôt leur statut traditionnel, tantôt leurs disponibilités foncières, tantôt leur esprit d'entreprise ont permis de tirer un parti exceptionnel de l'application, correcte parce que globale, des thèmes diffusés par la vulgarisation* » (PÉLISSIER P., 1972 : 403).

Ils se recrutent parmi ceux qui disposent de revenus non agricoles leur donnant la possibilité de tirer le meilleur parti des conseils techniques donnés et d'acheter les intrants nécessaires (engrais, machines, etc.). Certains sont des commerçants, intermédiaires de citoyens pour la collecte de produits agricoles. Ils peuvent ajouter à cette fonction plus ou moins légale de courtier, une activité de transport liée à la possession d'un pick-up, voire d'un camion. Parfois, il s'agit de fonctionnaires ou d'artisans-réparateurs ou producteurs qui ont survécu au naufrage de l'artisanat traditionnel ou ont surgi pour réparer ou produire des outils ou biens manufacturés modernes. Ils se signalent par leur maison cossue plus urbaine, par les matériaux employés et la disposition des pièces, par un habillement et un langage insolite dans le milieu rural. Leur stratégie consiste à s'approprier des titres sociaux dans la société traditionnelle, quand celle-ci a gardé une influence importante, ou à occuper des fonctions administratives locales en vue de contrôler la relation État-village.

Cette différenciation socio-économique de la paysannerie s'observe aussi bien en Thaïlande (BRUNEAU M., 1980 : 812-824) que dans les Andes péruviennes (FIORAVANTI-MOLINIÉ A., 1972) ou dans le Cameroun forestier (WEBER J., 1977 : 113-139). Elle se généralise partout où progresse la petite production marchande.

On pourrait ainsi aboutir à une typologie des villages selon leur plus ou moins grande différenciation sociale et la place qu'y tiennent les cultures commerciales. Les mutations du cadre bâti, plans de villages et types d'habitation, en fonction de modèles urbains ont été décrites dans le Maghreb par J.-F. TROIN (1981 : 43-53) et en pays adioukrou par C. CAUVIN (1979 : 7-74). L'impact de la route peut être intéressant à mesurer (CHAMPAUD J., 1980 : 413-415).

Dans beaucoup de cas, les cultures spéculatives ont été introduites et diffusées arbitrairement par le pouvoir d'État, colonial ou pas, cultures-impôts devenues par la suite cultures de rente. L'expansion de ces cultures s'est faite dans beaucoup de secteurs de manière spontanée, avec l'émergence d'un capitalisme agraire. L'*intervention étatique* s'est déroulée ensuite en plusieurs temps : contrôle de la commercialisation et des prix pour y effectuer ses prélèvements ; amélioration des cultures débouchant sur un produit de meilleure qualité produit en plus grande quantité pour augmenter ses ponctions ; mise en place d'un système de crédit agricole, de coopératives de planteurs et de sociétés d'encadrement pour permettre l'accouchement d'une classe moyenne en milieu rural, politiquement stable. Cette démarche explicite (Côte d'Ivoire) ou implicite, s'observe dans plusieurs pays (BOUTRAIS J., COURADE G., GUBRY P., 1979). Cette stratégie d'ensemble n'est pas exclusive d'autres formes d'action étatique visant à promouvoir un développement égalitaire et une urbanisation en douceur, sans succès, il est vrai.

A *Andapa*, dans le Nord de Madagascar (PORTAIS M., 1972), les paysans ont un revenu monétaire moyen double du revenu malgache habituel. Dans cette cuvette bien peuplée d'immigrés d'origine diverse, s'est forgée une société sociologiquement « ouverte ». L'économie agricole spéculative s'est diversifiée depuis longtemps : café introduit en 1905, vanille en 1920, riz irrigué possible dans les bas-fonds. La construction d'une route en 1965 a donné l'élan nécessaire. Cette société où la différence sociale est fonction de la date d'installation a adopté des habitudes alimentaires citadines (viande, poisson) et a modifié son habitat.

Dans le *Bas-Bénin*, l'expansion de la culture du palmier à huile sélectionné s'accompagne d'un effort pour réduire les inégalités sociales de la situation de départ (GOSSELIN G., 1978 : 265-342 ; MONDJANNAGNI A., 1977 ; PÉLISSIER P., 1963 : 81-125). Dans cette région, le morcellement foncier et la relative sur-

population obligeaient les décideurs à moderniser la paysannerie en l'associant à l'entreprise. D'où l'idée de coopérative obligatoire gérant une palmeraie collective associant sociétaires-propriétaires et travailleurs sans terre sur une base égalitaire. En donnant ainsi à tout le monde le droit à la gestion, le mouvement coopératif s'opposait à la fois aux règles traditionnelles et à la logique de l'économie de marché. L'expérience n'a pas donné les résultats escomptés et a appauvri tout le monde en négligeant la production vivrière.

Les Zones d'Actions Prioritaires Intégrées (ZAPI) du Cameroun de l'Est (BELLONCLE G., 1979 ; BOUTRAIS J., COURADE G., CUBRY P., 1979 : 111-113) ont eu un certain succès en termes de revenus monétaires même si elles n'ont pu faire l'économie de « leaders », le scolarisé, l'ancien combattant ou l'ex-migrant d'ailleurs très souvent contestés par une population méfiante exerçant un contrôle social des plus rigoureux. L'expansion des cultures de rente s'est réalisée en même temps qu'une promotion sociale du milieu multiforme (santé, habitat, promotion des femmes et des jeunes). Opération intégrée, elle a mis en place un réseau de distribution de biens de consommation participant ainsi à l'urbanisation en douceur de campagnes sous-peuplées et relativement marginales.

Malaisie du Nord-Ouest et Sumatra (ROUFFIGNAT J., 1978 ; DE KONNINCK R., 1979 : 87-108) nous offrent deux exemples d'évolution différente des campagnes sous l'effet de la modernisation. Dans le premier cas, il y a urbanisation sociologique et différenciation sociale, dans le second, dilution de l'urbanisation sociologique. Ceci est à la fois le reflet de l'importance de l'intervention de l'État et de la présence de centres urbains à proximité.

En *Malaisie du Nord-Ouest*, le Muda Irrigation Scheme a aménagé entre 1966 et 1973 une plaine anciennement occupée : drainage, irrigation, infrastructure routière. Cinquante mille exploitants sont encadrés par une société de développement qui a divisé le territoire en 27 secteurs ayant chacun une association de paysans (Persatuan Peladany). Cette structure contrôle et dirige l'ensemble de l'aide gouvernementale (aide technique, engrais, crédits, etc.) mais ne dispose pas du contrôle de la commercialisation (ROUFFIGNAT J., 1978 : 48-58). La mécanisation des labours et de la moisson du riz (double récolte annuelle) s'est généralisée depuis 1977.

La diffusion des innovations et l'écoulement de la production ont été favorisés par l'importance de l'encadrement, un système développé de communications et la proximité de centres urbains (Penang, Butterworth, Alor Star...). Les excédents de main-d'œuvre de cette région bien peuplée ont été épongés par les industries de Penang et les fronts pionniers des terres hautes voisines. Une agriculture familiale marchande a surgi avec une classe moyenne, margi-

nalisant les petits agriculteurs (DE KONNINCK R., 1979 : 87-108).

A *Sumatra*, la riziculture intensive d'Acet n'a pas bénéficié d'un tel niveau d'encadrement ni d'investissements importants en infrastructures. L'éloignement des marchés urbains a rendu difficile l'écoulement des surplus commercialisables.

Ceci explique le maintien d'une petite paysannerie qui n'obtient que 50 % du revenu net à l'hectare de moins que dans le Muda Scheme. Pas d'élite paysanne non plus. L'innovation se dilue dans un espace peu aménagé et sans pôle urbain : l'urbanisation est faible (ROUFFIGNAT J., 1978 : 223-228).

L'agriculture contractuelle (BRUNEAU M., IMBERNON J.-M., 1980 : 211-228) maillon dans une chaîne industrielle qui impose fournitures et moyens de production à de petits producteurs, se développe partout dans le Tiers-Monde, soit sous l'impulsion de firmes transnationales (Amérique latine, Asie du Sud-Est), soit sous l'égide de l'État (Afrique noire). La position de force ou de monopole de ce type de firme lui permet d'adapter sa stratégie économique au mieux de ses intérêts financiers : conservation d'un bloc industriel assurant un volant de sécurité à l'usine quand il y a doute sur les capacités des petits producteurs à livrer régulièrement un produit de qualité constante ; accords triangulaires avec intervention étatique qui fixe les prix d'achat aux paysans, les obligations de la firme et subventionne aménagements et facteurs de production (joint venture) ; domination foncière par personnes interposées.

Dans presque tous les cas, l'appui de la bourgeoisie nationale est recherché et selon l'option choisie, de riches paysans apparaîtront ou on assistera dans le cadre de certains régimes à une prolétarianisation de la masse rurale.

Le bassin laitier de la Carnation dans la région d'Arequipa au Pérou est un bon exemple d'une agriculture contractuelle dans laquelle un secteur de petites entreprises capitalistes se renforce. Cela peut aller jusqu'à la marginalisation et « l'expropriation » des petits producteurs (paysannerie traditionnelle) comme dans les vallées du Nord-Ouest mexicain, la vallée de Cauca (Colombie) ou Mindanao, par des compagnies transnationales qui achètent ou louent des terres (BRUNEAU M., IMBERNON J.-M., 1980 : 220-221).

En *Côte d'Ivoire* (PILLET-SCHWARTZ A. M., 1973), planteurs-coopérateurs et planteurs individuels (80 % des planteurs villageois), associés aux blocs industriels d'une société d'économie mixte (SODEPALM), étaient censés tirer de leur palmeraie sélectionnée des revenus substantiels. En fait, ils acquièrent une plus grande autonomie par rapport à leur communauté villageoise mais une dépendance croissante vis-à-vis de l'État et du milieu naturel. Leur niveau de vie ne progresse pas comme il le devrait selon les experts, des

enjeux sociaux interférant avec la seule recherche d'une exploitation performante, dans l'utilisation de main-d'œuvre notamment. La différenciation sociale découle de la facilité d'accès à la terre (autochtones âgés) et des possibilités d'investissements dans la plantation (pour ceux ayant un revenu non agricole).

COLONISATION DE TERRES NEUVES ET REMODELAGE DE TERROIRS

La colonisation de terres neuves de peuplement ou de production, « spontanée » ou organisée par l'État, le remodelage de terroirs existants (remembrement ou densification par transfert de population) favorisent des processus d'urbanisation. Les colons, pionniers ou travailleurs de l'agro-industrie sont, le plus souvent, issus de la paysannerie traditionnelle. Ils en étaient parfois les éléments les plus jeunes, donc les plus susceptibles d'être actifs et entrepreneurs, parfois les éléments démunis de moyens de production ayant transité par le bidonville urbain, vecteurs des habitudes et des comportements citadins. Rarement, c'est l'ensemble d'une communauté qui se voit transplantée de son terroir d'origine sinistré sur le territoire d'une autre communauté. Dans tous les cas, il y a une coupure socio-économique, sinon une rupture avec le milieu d'origine (avec des nuances) et l'instauration progressive d'un nouveau mode de vie qui découle d'un mode de production différent et d'un environnement géographique largement modifié ou sans rapport avec celui du village d'origine.

« La colonisation des terres neuves n'est pas, dans le monde tropical d'aujourd'hui, la création « ex-nihilo » de sociétés agricoles nouvelles ; elle est l'un des moyens privilégiés d'une rupture qui, bien souvent, ne se consomme que progressivement » (RAISON J.-P., 1973 : 376).

Les fronts pionniers spontanés, œuvre d'ethnies ou de groupes peu structurés au plan socio-politique ne sont pas porteurs dans leur phase préliminaire de processus urbanisants : pas d'encadrement administratif, pauvreté des moyens, peuplement diffus, isolement des communautés ou des familles, importance de l'autosubsistance vivrière les premières années, insuffisance de moyens de communication. L'emprise humaine reste précaire, l'habitat rural provisoire et inachevé. Les bourgades-marchés ont des fonctions de commercialisation limitées car les colons utilisent peu d'intrants (engrais, pesticides, etc.) préférant épuiser la richesse relative des sols après défrichement. Qu'une confrérie religieuse prenne les choses en main comme chez les Mourides du Sénégal (COPANS J. *et al.*, 1972 ; PÉLISSIER P., 1966 : 301-358) et l'on verra apparaître un centre urbain religieux devenant le cœur de la région avec sa mosquée.

L'urbanisation des modes de vie sera auto-limitée par l'idéologie visant à la « reproduction sociale » sans changements profonds.

En fait, l'urbanisation diffuse ne résulte pas d'une colonisation en tâche d'huile d'ampleur limitée même si elle se trouve cimentée par une idéologie endogène. Il est rare cependant que l'État n'intervienne pas pour contrôler, canaliser ou diffuser une culture commerciale alors que le processus de colonisation spontanée est en cours. Alors, les processus d'urbanisation commencent à voir le jour.

La *colonisation orientée* qui caractérise le continent latino-américain aboutit à une mise en valeur des terres conditionnée par la mise en place de voies de transport permettant l'évacuation d'une production destinée au marché mondial. Éleveurs ou planteurs des fronts pionniers de l'Amérique latine atlantique, aux domaines largement dimensionnés, ils vivent plus en gentlemen farmers qu'en paysans pour beaucoup d'entre eux (PEBAYLE R., 1977).

La *colonisation encadrée par l'État* amène souvent avec elle et dès le départ, un cadre urbain. Ceci explique pourquoi ce type de colonisation est si coûteux pour chaque colon installé et la raison pour laquelle il ne saurait être une réponse à la surpopulation relative de certains secteurs géographiques. Le quadrillage des voies de communication, les maisons construites selon un même modèle, les bâtiments administratifs et toutes les structures d'encadrement que cela suppose (vulgarisation agricole, crédit, organisation coopérative, équipements sociaux, centres de mécanisation, etc.) sont les témoins des efforts en vue de la création d'un nouveau mode de vie, même s'il n'y a pas apparition de centres urbains proprement dits. Les conditions sont créées pour une agriculture commerciale, sinon spéculative, et pour une monétarisation complète de l'économie : organisation « rationnelle » des nouveaux terroirs, endettement organisé de l'attributaire d'un lot, contraintes multiples (type de cultures, façons culturales, mécanisation, commercialisation, etc.).

L'encadrement est variable selon les pays (option politique), le type d'opération montée (option technique), la philosophie des intervenants (option culturelle masquée le plus souvent).

En *Asie du Sud-Est*, des populations victimes de catastrophes reçoivent une infrastructure minimum à Mindanao (Philippines) et dans de nombreux cas de transmigration en Indonésie ; parfois, l'intervention va jusqu'à la planification ou le développement intégré de petites et moyennes plantations en Malaisie (BLANADET R., 1979 : 285-591, 626-666).

Les *périmètres hydro-rizicoles africains* constituent le type même de l'opération lourde en moyens, en capitaux et en techniciens expatriés : vallée du Sénégal, Office du Niger, vallée du Logone, etc. Les objectifs sont démesurés et contradictoires : produire

plus pour diminuer les importations, peupler une zone vide et en soulager d'autres, revitaliser des secteurs géographiques marginaux. L'inefficacité est à la mesure des moyens colossaux déversés dans l'entreprise. La fuite en avant constitue le moyen de ne pas se déjuger. A l'opposé, les micro-opérations, peu coûteuses, mais moins voyantes, réalisées par des organisations non gouvernementales utilisant une technologie adaptée et recourant à la participation paysanne évitent une urbanisation diffuse mal acceptée par les populations.

Dans le cas de l'*Office du Niger*, au Mali, l'entreprise de développement fournit au colon un logement en dur, le dote en terres irriguées, lui fournit à crédit un certain équipement et a créé des structures de participation. Les casiers de riz sont en jouissance, le colon reçoit des vivres et un équipement pour utiliser la culture attelée, toutes choses qu'il devra rembourser (MARCHAL J.-Y., 1974 : 83). Tout devrait concourir à l'insertion dans l'économie monétaire et à l'émergence d'une société nouvelle plus urbaine. Or, cela semble difficile. Chacun garde l'usage de sa langue et conserve ses traditions spécifiques et le taux de scolarisation reste trois fois moindre en moyenne que dans l'ensemble du Mali ; on ne voit donc pas apparaître une culture de transition issue du « melting-pot » ethnique (MORABITO V. T., 1977 : 53-83). Le colon recherche avant tout la sécurité alimentaire et ce n'est qu'au bout de 10 ans qu'il consent à rechercher le profit maximum en mettant en jeu toutes ses capacités de travail et en devenant méfiant vis-à-vis de toute innovation (MARCHAL J.-Y., 1974 : 73-90).

Les colons sont recrutés dans ce que nous avons défini comme des secteurs retardés et les sociétés d'intervention sont des mastodontes bureaucratiques qui n'ont pas véritablement de comptes à rendre et qui considèrent les paysans comme de simples facteurs de production à manipuler par la contrainte financière.

Sur le *fleuve Sénégal*, on oblige les colons à user des prestations de la Société d'Aménagement et d'Exploitation des terres du Delta (SAED) pour les introduire dans l'économie marchande grâce à l'endettement qui en fait des métayers de l'État à plein temps (ADAMS A., 1977 : 179). Pour cette entreprise, le développement ne se définit qu'en termes techniques : si l'on veut le progrès, il convient d'accepter en bloc les techniques de production et les modes d'organisation du travail et de l'espace imposés du dehors. Le changement élaboré de l'intérieur d'une communauté ne saurait déboucher sur le progrès (ADAMS A., 1977 : 77). La prétention technique de ce type de société se trouve cependant désarmée devant des problèmes ardues comme la désalinisation des sols au coût prohibitif. Les rapports colons/fonctionnaires, plutôt difficiles, l'habitat d'une navrante tristesse,

n'ont pas donné naissance à une « nouvelle société paysanne » si elle a détruit partiellement l'ancienne (GALLAIS J., 1978 : 25).

Les colons, qu'ils viennent d'eux-mêmes s'installer ou qu'ils soient désignés par un service administratif, sont des déracinés dans leur nouveau milieu. Cette *création d'un nouveau milieu social* qui n'est plus paysan et pas encore citadin, prend plusieurs voies et se définit progressivement dans le temps. Il se traduit aussi bien en termes politiques, culturels, parfois linguistiques, que socio-professionnels et exprime le changement de cadre et de qualité de vie maîtrisés par les intéressés.

En *Asie du Sud-Est*, Indonésie et Philippines, la survie à assurer dans la phase de défrichement se traduit par une solidarité et un consensus social. Les colons vivent sans leur famille collectivement dans une même maison (Bunkhouse). S'appuyant sur le cas des Balinais à Sulawesi, M. CHARRAS dégage un schéma général d'évolution de ces communautés en voie de formation (CHARRAS M., 1979 : 290-331). Une remise en cause du premier arrangement social intervient par la suite et il s'ensuit un éclatement de la communauté entre groupes et sous-groupes en fonction des attaches antérieures à la migration (affinités religieuses ou géographiques). La communauté renforce alors son emprise sur le milieu et de nouveaux rapports sociaux s'instaurent entre groupes : un groupe dominant se dégage qui absorbe les minoritaires ou bien les rivalités entre sous-groupes persistent encore.

Les *paysannats du Rwanda* (SILVESTRE V., 1974 : 104-169) offrent à l'observateur un cas particulier de colonisation agricole strictement égalitaire au départ mais qui débouche par la suite sur une société différenciée.

La société est en transition, abandonnant les vieilles règles d'entraide, le patriotisme sous-régional, la jalousie vis-à-vis des riches et de ceux qui se distinguent de la masse pour manifester individualisme, compétition, souci d'accumulation et développement des relations sociales sur une base sélective. Les mariages cependant, ne dérogent que fort peu aux règles traditionnelles. L'urbanisation se fait sans qu'un modèle culturel de développement au plan politique n'opère une mise en ordre des besoins en fonction d'une vision cohérente de l'homme et de la société » (SILVESTRE V., 1974 : 458).

L'*opération Yabassi-Bafang* au Cameroun (BARBIER J.-C., 1973 : 203-216) née dans un contexte de guerre civile, a drainé des éléments variés de la milice et des chefferies voisines surpeuplées, tous d'ethnie bamiléke ou apparentée. Dans le cadre de la promotion socio-économique recherchée par cette population dynamique (DONGMO J.-L., 1978) quelques néo-citadins sont devenus colons par réalisme.

Il en résulte un style de vie semi-urbain dans les

villages-pionniers : modernisation de l'habitat, nouvelles formes de sociabilité, activités non-agricoles des planteurs de café et de cacao qui ont recours à l'aide familiale pour leurs plantations.

Le besoin de relais urbain se fait sentir dès lors que le front pionnier ou le secteur de colonisation ont recours au crédit, à la mécanisation et à l'achat massif d'intrants (engrais, produits phyto-sanitaires, etc.). Par ailleurs, l'intervention bureaucratique nécessite pour les besoins de ses intervenants un embryon urbain, une base qui peut évoluer ensuite en centre semi-urbain.

Au Mexique (REVEL-MOUROZ J., 1971 : 225-237), dans les zones frontalières ou les fronts pionniers, durant la première phase d'implantation, les petites villes ou centres semi-urbains localisés sur les nœuds de communication restent léthargiques. Par la suite, avec la stabilisation des communautés pionnières, la pénétration du capitalisme marchand, on voit surgir un réseau de petites villes à influence régionale qui organisent les rapports avec l'extérieur et fournissent des services plus complets que les bourgades des zones indigènes d'origine (banques, ateliers de réparation automobile, petit hôpital, commerces de gros et de détail, marché couvert). Ceci contraste avec la stagnation urbaine des vieilles régions de peuplement enfermées dans une économie marchande médiocre et une société encore traditionnelle.

« L'agriculture pionnière des terres chaudes n'a jamais été encore la source d'une grande capitale régionale ou tout simplement d'une grande ville » (REVEL-MOUROZ J., 1971).

Par contre, dans les régions semi-arides du Nord-Ouest du Mexique ou de la côte péruvienne (COLLIN-DELAUD C., 1978 : 123-128), les districts d'irrigation avec une agriculture moderne mécanisée, donnent un rôle essentiel à la ville comme centre financier et commercial.

Les entreprises capitalistes privées ou étatiques créant des *plantations industrielles isolées* impulsent une urbanisation diffuse. Grandes unités de production à la fois agricoles et industrielles employant une abondante main-d'œuvre, elles ont dû réaliser d'importants investissements en infrastructure technique et sociale pour devenir parfaitement autonomes vis-à-vis du milieu géographique environnant. Elles disposent de manière dispersée généralement, l'ensemble des éléments nécessaires à l'activité et à la vie qui, réunis en un lieu, constitueraient une ville s'il y avait une réelle société urbaine. Dans ce cas, elle se rapprocherait de la ville minière, la fonction créant, là aussi l'organe. Il s'agit en fait d'une pseudo-urbanisation que l'on analysera plus loin.

Le remodelage des terroirs existants couplé avec un projet de développement agricole aboutit à l'établissement d'une société de plus en plus différenciée même si l'objectif initial était plutôt de corriger les inéga-

lités sociales existantes (lac Alaotra). L'organisation du transfert de populations sinistrées, en Afrique francophone, donne également lieu à un remembrement et à une action agricole qui privilégie une minorité (Kossou). Dans les deux cas, on assiste à une urbanisation diffuse produisant une société inégalitaire apparentée au modèle capitaliste.

Dans le secteur du lac Alaotra (Madagascar) l'aménagement hydro-rizicole a fait suite à une réforme foncière (CHARMES J., 1975 : 259-282 ; 1976 : 376-382 ; LE BOURDIEC F., 1974 : 965-1027). Par le biais de l'excès d'équipement (tracteurs), l'ancienne domination économique de l'aristocratie a pu se reconstituer auprès d'une clientèle d'obligés et les revenus nets à l'hectare ont pu augmenter avec des déséquilibres spatiaux et sociaux.

Le transfert de population qui a fait suite à la mise en eau du barrage de Kossou (LASSAILLY V., 1979 : 57-63 ; PROWIZUR E., 1979 : 340-358) a fait apparaître des aigris dans toutes les catégories de population : déguerpis ou accueillants, laissés pour compte ou expropriés, colons intégrés se considérant comme salariés d'une société d'État. Le cadre bâti et les revenus s'améliorent, pour certains seulement.

III. Les cas de pseudo-urbanisation : urbanisation embryonnaire et urbanisation déviante

Le développement rural ne peut induire à lui seul une urbanisation achevée surtout s'il se produit dans un secteur sous-peuplé ou laissé en friche. De même, un certain type d'économie — l'économie de traite — qui n'a pas partout disparu, se réalise à partir de centres de drainage qui ont un effet de succion sur le plat pays qui y répond par des techniques agricoles extensives ou la cueillette. Cela débouche sur la monétarisation des ruraux mais pas sur un vrai développement rural. Enfin, certains pays de faible taille démographique au fort niveau de vie parfois, ont choisi une urbanisation délibérée de l'ensemble de leur population avec pour corollaire la fin des « paysans » traditionnels et la seule perspective de l'industrialisation de la production vivrière avec l'utilisation de salariés citadins ou allochtones : processus de sururbanisation dont on ne sait sur quoi il peut déboucher.

LES VILLES EMBRYONNAIRES DES PÉRIMÈTRES DE COLONISATION PLANIFIÉE

Dès lors qu'un investissement considérable se réalise, assorti de l'arrivée de moyens matériels et humains occidentaux dans une zone délaissée, il y a création d'un chantier, d'un habitat provisoire qui tend à durer.

Cet habitat peut se greffer sur une bourgade existante qu'il renforce ; il peut être aussi l'amorce

d'une cité avec des phénomènes de polarisation pour les équipements et d'acclimatation au milieu local. Nous avons affaire ici à un habitat totalement étranger au milieu (même s'il daigne s'inspirer de l'architecture locale) répondant au départ à des préoccupations techniques et à des normes extérieures. Il est évolutif et se trouve le plus souvent « récupéré » par l'État et les populations autochtones qui tentent d'en faire un centre urbain en diversifiant ses fonctions et en stabilisant progressivement sa croissance.

A Madagascar, la mise en valeur du *delta du Mangoky* (DOUMENGE F., BATTISTINI R., 1966 : 144-173) a donné naissance à de nouvelles structures d'habitat englobant logements provisoires et anciens villages qui n'ont pas débouché sur un véritable centre-relais malgré ses 5.000 hab. agglomérés. « *Les centres administratifs sont trop artificiels, les chantiers de grands travaux trop instables, l'équipement social tant éducatif qu'hospitalier par trop insuffisant* » (DOUMENGE F., BATTISTINI R., 1966 : 167). L'unité-pilote de 1.000 ha s'avère insuffisante et trop récente pour constituer ce noyau de producteurs dynamiques permettant de soutenir une ample structure urbaine. Il convenait de voir si les aménagements prévus verraient le jour (10.000 ha). On touche ici du doigt la fragilité de ces organismes urbains dont le sort est lié à une logique technicienne qui peut changer à tout instant et à de colossaux investissements qui peuvent brusquement se tarir.

Sur les rives septentrionales du *lac Tchad*, un minuscule campement de pêcheurs est devenu une préfecture administrative de 3.700 hab. et un pôle de développement grâce à l'aménagement de polders (BOUQUET C., 1974 : 99-121, 1978 : 99-121).

L'administration coloniale a pris une idée des populations autochtones pour lancer son opération polder, véritable gouffre à projets : installation de barrages, cultures du blé et du maïs. Les grands travaux conduits dans le cadre du Programme Alimentaire Mondial (PAM) par l'utilisation du salariat, les ventes des productions à N'Djamena ou à des commerçants libyens ont introduit la monétarisation dans ce secteur rural. L'encadrement de l'opération de mise en valeur conduit à l'installation d'un secteur tertiaire de type moderne à Bol. Un artisanat et un commerce adaptés aux besoins des ruraux et des citadins se développe. L'oligarchie traditionnelle et les marabouts maintiennent et renforcent leurs pouvoirs économiques, politiques et religieux tandis que l'État attribue à cette petite bourgade le rang préfectoral. La ville est composite ethniquement mais reste largement rurale par les activités de sa population. L'urbanisation reste embryonnaire en raison de la taille de la ville, du poids des activités rurales, du maintien des positions traditionnelles des notables et de la formation d'un secteur informel de type inférieur.

En définitive, la colonisation agricole planifiée ne permet pas à l'habitat précaire qu'elle secrète de franchir le cap de l'urbanisation physique embryonnaire sans relais externes importants si elle n'atteint pas une dimension spatiale conséquente.

LES VILLES ISSUES DE L'ÉCONOMIE DE TRAITE OU DE CUEILLETTE MODERNISÉE

L'économie de traite, caractéristique de l'économie coloniale notamment en Afrique noire, a engendré un type très caractéristique de ville. « *La traite consiste à rassembler et drainer vers les ports les produits du pays qui sont exportés bruts, à répartir en échange les produits fabriqués* » (DRESCH J., 1946 : 63).

Il s'agit d'une économie strictement marchande consistant à collecter dans les comptoirs ou escales situés sur une voie de communication les produits d'exportation (cash crops) cultivés ou de cueillette et à vendre des biens de consommation de pacotille importés. Cette économie est dominée par quelques grandes firmes d'import-export (type United Africa Company de la famille Lever) qui ont eu longtemps un monopole de fait et ont imposé des prix d'achat très bas. Elle n'engendre pas un vrai développement agricole, mais favorise systématiquement la monoculture la mieux adaptée au détriment du secteur vivrier et des grands équilibres écologiques. Elle soumet la production agricole au marché mondial et bouleverse les genres de vie par l'introduction de nouveaux besoins. L'intervention extérieure se limite à la commercialisation et au transport avec l'utilisation de courtiers africains chargés du repérage des producteurs et du court-circuitage des instances coopératives quand il y en a (système du « coxage »).

La factorerie, entrepôt, magasin de gros et de détail, bureaux et habitation reste l'institution-clé du système.

Ce système économique a connu son apogée dans les années cinquante et a permis l'urbanisation physique de nombreux comptoirs ou escales (DRESCH J., 1950 : 200-230) qui ont parfois disparu ou décliné par la suite : Saint-Louis ou Kaolack au Sénégal, Mamfé ou Yabassi au Cameroun.

Nombre de petites villes ou cités de moyenne importance isolées gardent aujourd'hui encore ces caractères de l'économie de traite « singulièrement primitive et paresseuse » (DRESCH J., 1946 : 63). Seul changement notable : le Dioula ou l'Ibo ont remplacé l'agent de la CFAO (Compagnie Française de l'Ouest Africain) ou de la United Africa Company.

Aujourd'hui, l'État via les caisses de stabilisation et les Marketing Boards a substitué ses propres prélèvements à ceux des firmes capitalistes, la réalité urbaine ne s'en est pas beaucoup modifiée. Des

usines effectuent un premier traitement des produits agricoles bruts ; les caisses de stabilisation financent parfois la modernisation de la production, l'encadrement des paysans, l'entretien des routes d'évacuation ; des sociétés de développement sectoriel tentent d'améliorer les structures de la production villageoise (Sodecao, Sodecoton au Cameroun). Une nouvelle stratégie est à l'œuvre : la bourgeoisie d'État demande au monde agricole de supporter son extension et sa « reproduction ».

Les bourgades situées dans les zones de production s'animent à la saison de la récolte et de l'évacuation des cultures d'exportation : du camionneur au banquier qui se décentralise, du cabaretier à la prostituée, sans oublier l'inévitable brasserie nationale, tout le monde vit de la collecte régentée par les bureaucrates pour les prix, les qualités et les périodes de ramassage. Quand les coopératives n'ont pas de monopole d'achat, des hommes d'affaires locaux dynamiques ou des « petits blancs » s'assurent, grâce à leurs connivences avec la bourgeoisie d'État, une part des profits juteux de la traite, nouvelle manière. Les coopératives sont encore trop souvent des appendices de l'administration pour être considérées comme l'émanation des agriculteurs. Elles animent elles aussi les diverses bourgades des régions de cultures de rapport.

Les villes des bassins arachidier sénégalais, du cacao et du café en Côte d'Ivoire et au Cameroun obéissent à ce schéma d'urbanisation physique. L'État a consolidé leur existence par sa présence administrative et un équipement social, alors que les grandes compagnies commerciales se retiraient sur les plus grandes villes ou les métropoles côtières modifiant leur stratégie à la suite de l'accessibilité relative des régions de production et de leur élimination de la collecte (BENVENISTE C., 1976 : 43-49 ; LE STRAT J., 1976 : 137-193 ; MARGUERAT Y., 1972 : 841-845 ; SAR M., 1974 : 146-174). Les exemples abondent de ces villes qui végètent aujourd'hui alors que leur activité fut forte autrefois et que l'État ne parvient pas à animer même au prix de l'installation d'une usine : Louga (Sénégal), Dimbroko et Agboville (Côte d'Ivoire), Mamfé, Eseka, Akonolinga, Mbalmayo, Eholowa au Cameroun. Ceci ne les empêche pas de croître numériquement accentuant le déphasage entre urbanisation et développement réel.

Le *Kwilu* des années soixante nous donne un exemple de cueillette modernisée (NICOLAÏ H., 1963 : 330-371). Nous sommes au cœur d'un fief de l'empire Unilever dans une région de palmeraie naturelle exploitée. Plutôt que d'investir d'énormes capitaux à créer des plantations industrielles, Unilever, le plus grand des traiteurs, a préféré l'exploitation rationnelle de la palmeraie sans recours au salariat. 15.000 coupeurs exploitant en moyenne 8 ha fournissent à la société huilière les régimes. Étrangers au

pays pour la moitié d'entre eux, logés dans 295 camps rudimentaires, ils ont un contrat de fourniture exclusif avec la société qui leur donne une ration alimentaire et les rapatrie en fin de contrat. Ils ne sont pas détribalisés comme dans les camps de plantation et réintègrent facilement leur communauté d'origine. Les revenus distribués semblaient supérieurs à ceux des agriculteurs locaux, ce qui ne veut pas dire qu'ils étaient élevés. La société, à partir de ses huilleries dispersées, parcourt avec ses camions sa concession pour le ramassage des régimes. Elle y entretient un dense réseau de pistes. Elle n'avait, par ailleurs, mis en plantation industrielle que 7.350 ha et le rendement n'y dépassait pas 1.500 kg à l'hectare.

L'urbanisation qui en a résulté a trouvé deux points d'ancrage : Leverville et Kikwit. Pas d'urbanisation sociologique : la compagnie se contente de vendre les objets de factorerie dans ses cantines.

Leverville, c'est la cité Michelin sous les tropiques avec son côté paternaliste, ses œuvres sociales et sa « bonne » conscience. Fondée en 1912, lors de la concession léonine accordée par les Belges à Lever (750.000 ha), elle est une vaste agglomération huilière qui n'a de signification que d'être « le centre industriel administratif, scolaire et médical de la société huilière » (NICOLAÏ H., 1963 : 365). Pas d'activité qui ne soit contrôlée par Lever, pas d'habitant qui ne soit à son service.

Kikwit (16.500 hab. en 1959) naquit d'une factorerie au début de ce siècle. Elle devint chef-lieu administratif en 1910. Tête de navigation et point de départ de l'exportation de l'huile de palme, elle vit de son port et de ses magasins. On y note, comme dans les villes de traite, la ségrégation de l'habitat. Capitale d'un pays essentiellement agricole qu'elle administre, draine et dessert, elle n'a aucune industrie même liée à l'huile, d'où le caractère incomplet de l'urbanisation physique.

Les villes issues de l'économie de traite ont souvent décliné et même disparu. Bon nombre de villes moyennes et grandes actuelles nées de ce mode d'exploitation du monde rural par le capitalisme occidental se sont développées et les factoreries à l'architecture si caractéristique se trouvent au cœur du centre urbain. Parfois, le siège d'une puissante coopérative y est installé. De parachutées et parasites dans le monde rural, ces villes ont pu être récupérées par celui-ci : villes du Moungo et de la Meme au Cameroun, par exemple.

LES VILLES DES COMPLEXES AGRO-INDUSTRIELS INSULAIRES

Au lieu d'écarter les ressources existantes par la contrainte administrative et/ou par l'incitation mercantile, la création de richesse agricole procède d'une

intégration entre l'agriculture et l'industrie, d'une utilisation économiquement optimale des moyens techniques, spatiaux et humains (salarial).

Ce type de projet rend possible la diversification des denrées exportables, voire l'approvisionnement citadin, et de hauts rendements. Il se réalise rapidement dans les secteurs sous-peuplés et donne aux populations rurales des secteurs « retardés » la possibilité de devenir salariés. Entreprises capitalistes et banquiers internationaux sont d'accord sur ce point, et les développeurs s'y résignent, car ils savent combien sont longs à mettre en place les projets pour les petits exploitants et aléatoires les résultats.

Les plantations industrielles utilisent entre autres « des techniques et des structures de gestion bien éprouvées » (BIRD, 1975 : 8).

Les critères déterminants pour l'installation d'un complexe agro-industriel se ramènent à trois : larges disponibilités de terre, bonne accessibilité pour importer équipements, fournitures, et exporter la production, topographie rendant possible la culture mécanique. Les potentialités du complexe pédo-climatique entrent en ligne de compte quand la culture est exigeante. On a vu cependant la culture du bananier sur n'importe quel sol dans le Sud du Cameroun anglophone quand la demande et les prix étaient élevés, et faibles les exigences des consommateurs. Voilà pourquoi on note la présence de plantations industrielles près des ports ou de chemins de fer dans des secteurs relativement plats et sous-peuplés.

L'un des problèmes importants de ces entreprises est la recherche et le maintien de la main-d'œuvre car elles emploient une importante masse de salariés sans qualification, pour la récolte notamment. Leur dimension optimale n'a cessé d'augmenter depuis quelques décennies en raison des impératifs de rentabilité consécutifs à la mise au point d'usines toujours plus performantes. Ceci ne veut pas dire que de petites unités recourant à une technologie intermédiaire n'existent pas en matière de sucrerie ou d'huilerie de palme par exemple. Elles répondent évidemment à une autre logique.

L'accumulation d'une force de travail allochtone toujours plus importante et à rotation rapide a parfois débouché sur l'urbanisation physique à la périphérie de tels domaines. Doublet urbain où se côtoient agriculteurs vivriers, commerçants et artisans, prostituées et chômeurs à la recherche d'un emploi saisonnier... C'est une agglomération à mi-chemin entre le bourg à demi-rural et le « bidonville » urbain : y cohabitent des « natifs » contrôlant le foncier et des immigrés déracinés tentant de retrouver une communauté sociale. Des éléments plus dynamiques tentent de tirer profit de la masse salariale distribuée aux manœuvres venus des zones retardées (COURADE G., 1980 : 83-86).

Ceci se réalise quand la main-d'œuvre n'est pas distribuée dans des camps de petite taille situés au cœur des blocs de culture ou si la population locale ne constitue pas le gros du contingent de travailleurs. Le deuxième cas se réalise quand un domaine agro-industriel est installé dans un milieu bien peuplé et qui puise parmi les jeunes gens des villages traditionnels (NDOUMBÉ MANGA S., 1970).

Ambilobe (Madagascar), Ndian (Cameroun) nous offrent deux exemples de plantations industrielles isolées (COURADE G., 1980 : 7-126 ; DOUESSIN R., 1973 : 95-187). L'habitat, c'est le camp, la cité de travailleurs, ni ville ni village : plan rigoureusement géométrique, reproduction monotone du même bâtiment en dur. Rien ne manque dans l'organisation : le bloc médical, les magasins, l'église, les cercles, le stade, l'école. Il y a ce qu'il faut pour que naisse une vie sociale. L'ensemble des fonctions urbaines de la ville moderne sont présentes. L'éventail socio-professionnel est relativement large. Il y manque cependant ce qui fait la ville africaine : les commerçants et les artisans de toute sorte, les agriculteurs urbains et la multitude des marginaux. Les salariés se sentent de passage venant de secteurs retardés : ils s'intègrent mal à la communauté en formation et thésaurisent pour retourner au pays. Le paternalisme social ne remplace pas la chaleur d'une communauté villageoise quittée pour un milieu hétérogène et un travail parcellisé. Et si des habitudes urbaines sont adoptées, elles masquent un comportement et des objectifs traditionnels pour la majeure partie des salariés.

A Mbandjok, à 50 km de Yaoundé, un domaine sucrier de plus de 5.000 ha tente d'accoucher avec l'aide de l'intervention étatique d'une ville (BARBIER J.-C., TISSANDIER J., 1980 : 127-212). Avec 8.900 habitants en 1976, Mbandjok n'est ni un camp, ni un gros village, ni même une ville. L'activité salariale y est dominée par la SOSUCAM, émanation d'un groupe capitaliste français. Le travail agricole y est, pour beaucoup, temporaire. Les immigrés ruraux qui se trouvent à Mbandjok rapatrient leur épargne. L'approvisionnement vivrier est difficile, le commerce local peu développé en liaison avec une très faible urbanisation sociologique des modes de vie. L'immigré rural venant ici cherche à repartir avec un pécule et donc comprime au maximum ses dépenses. La « ville » ne s'insère pas dans le milieu local qui est indifférent à sa présence et les salariés refusent le damier urbanistique proposé par l'administration au profit d'une cité-bis créée par leurs soins. Le peuplement hétérogène et la différenciation hiérarchique se traduisent dans la ségrégation de l'habitat et les conflits inter-ethniques parfois violents. La majeure partie des manœuvres, jeunes célibataires analphabètes du Nord du pays, quittent le domaine 6 mois après avoir réuni l'argent nécessaire à la dot.

Ils n'ont pu, par conséquent, constituer le fonds de peuplement de la ville. Approvisionnement difficile et coûteux en raison de la proximité de Yaoundé, accès à la terre impossible pour les immigrants, n'ont pas favorisé le devenir urbain. L'implantation d'autres complexes agro-industriels a suscité cependant la croissance numérique de cette ville de transit.

Au Congo, Jacob (VENNETIER P., 1963 : 43-80 ; VILLIEN-ROSSI M.-L., 1972 : 1055-1072) a réussi à devenir la troisième agglomération du pays avec 25.000 hab. en 1970. Au départ pourtant, les deux schémas de développement agro-industriel sont identiques : implantation par la même société de deux domaines sucriers de forte taille dans une région sous-peuplée, appel à une main-d'œuvre abondante et hétérogène ethniquement et géographiquement. En 1963, Jacob était un conglomérat d'unités juxtaposées : un village traditionnel, un lotissement de type urbain et des camps. On distinguait 23 quartiers à ethnie dominante et le taux de masculinité atteignait 174 dans la tranche des 20-35 ans. Déjà, l'agglomération dépassait largement les besoins en main-d'œuvre de la société. « Jacob ne s'accroît plus en fonction d'une nécessité économique, mais de la résonance psychologique qu'elle éveille dans l'esprit des villageois » (VENNETIER P., 1963 : 79). En 1970, « les activités commerciales ont contribué à faire de Jacob une ville véritable en modifiant son aspect et en lui donnant un rôle de centre régional » (VILLIEN-ROSSI M.-L., 1972 : 1067). Jacob aurait-elle réussi si elle ne se fut trouvée éloignée des grands centres et dans un contexte de « sururbanisation » ?

Au Liberia, pays de plantations industrielles notoirement sous-administré, les fonctions économiques ont commandé l'apparition d'organismes urbains monovalents si l'on excepte Monrovia. Les deux plantations de Firestone, avec leurs 15.000 salariés, constituent un État dans l'État. Devant la carence de l'État, l'entreprise a secrété l'ensemble de son dispositif d'établissement nécessaire jouant volontiers le rôle de service public. L'habitat-camps de travailleurs, ports (Harper, Marshall) centre industriel et urbain, vit et meurt en fonction des calculs économiques de la firme d'Akron.

Le développement de mini-plantations industrielles d'hévéa sous le contrôle de Firestone dans le district de Kakata, au profit de l'élite américano-libérienne, n'a pas suscité l'apparition d'une vie urbaine de qualité (SALLES P., 1979 : 159-234). Kakata, 9.000 hab., n'est qu'un grand bourg rural sans influence régionale né de l'économie de traite et vivant d'un micro-commerce lié au salariat agricole.

A la différence du Kwilu, le cœur de la plantation dépasse ici sur tous les plans la ville extérieure au domaine. Ceci traduit à la fois le rapport de force multinationale/État hôte et la situation socio-

économique d'un monde rural exploité par une minorité dirigeante.

Les exemples présentés montrent le caractère artificiel, fragile et déséquilibré des créations urbaines des complexes agro-industriels « insulaires ». L'isolement et les transformations socio-économiques ne suffisent pas à créer une vie urbaine. Il y faut la participation et le goût chez les travailleurs mobilisés dans ce type d'entreprise. Le caractère totalement extraverti et capitaliste de cette variété d'intervention entraîne une croissance agricole et urbaine qui ne peut s'identifier au développement et qui constitue un pis-aller.

LES CAS DE SURURBANISATION DE PETITS TERRITOIRES

Nous utilisons le terme de « sururbanisation » pour qualifier de petits territoires dont le niveau de l'urbanisation physique semble à première vue trop important par rapport au monde rural ou à ce qu'il en reste. Cette urbanisation galopante ne s'est pas accompagnée d'une urbanisation des mentalités dans tous les cas et il y a là aussi un décalage. Chaque situation cependant, est originale et le produit d'une histoire interne et des nouvelles stratégies des pays capitalistes.

Le Gabon présente un certain nombre de traits remarquables qui en font un pays à part en Afrique centrale (POURTIER R., 1979 : 119-130) :

(a) L'exploitation minière (pétrole, uranium, manganèse) en a fait brutalement un pays riche dans le cadre d'une économie dépendante (PNB par tête de 3.000 \$ US) ;

(b) largement sous-peuplé (2,5 hab. par km²), son espace rural est en perdition en raison d'un exode rural ancien accéléré et du désintérêt des pouvoirs publics ;

(c) les villes ont connu une très forte croissance démographique largement artificielle liée à un système d'organisation étranger et à l'emprise étatique.

L'agriculture et le monde rural gabonais ont perdu leurs éléments jeunes et dynamiques. Les bénéfices de l'exploitation minière se sont investis dans les villes et non dans les campagnes si bien que l'agriculture qui fournissait 16 % du produit intérieur brut gabonais en 1964, ne dépasse pas 2,6 % en 1976 (POURTIER R., 1980 : 39-62). La situation du monde rural est telle que l'approvisionnement urbain du Gabon est assuré par l'étranger (Cameroun, Afrique du Sud, etc.) ou par des sociétés privées ou parapubliques (LEBIGRE J.-M., 1980 : 167-185) qui pratiquent une agriculture mécanisée à main-d'œuvre salariée.

Le développement des campagnes n'a pas été stimulé par les villes. Il est vrai que l'agriculture itinérante sur brûlis, exécutée par les femmes prédomine, que l'isolement et la commercialisation déficiente sont des handicaps. Il se trouve enfin que l'école détourne les femmes de l'agriculture vivrière et que l'État a laissé dépérir l'arboriculture du Woleu-Ntem qui avait connu une certaine réussite dans les années soixante (SAUTTER G., 1966).

L'agriculture industrielle, elle-même, ne s'avérerait rentable que pour un marché intérieur protégé : le coût de la main-d'œuvre y est très élevé et l'assistance étrangère une nécessité pour assurer une gestion compétente et efficace (POURTIER R., 1980 : 60). L'importation de main-d'œuvre banale étrangère est une réalité qui apparente le Gabon aux émirats sous-peuplés du golfe.

Villes parasitaires, campagnes exsangues, économie extravertie, inflation, approvisionnement difficile, salarisation de la société, le Gabon a presque suicidé son agriculture et sa paysannerie sous l'effet du miracle (mirage?) pétrolier qui ne durera peut-être pas. Par quoi la relève sera-t-elle assurée ?

Le Congo voisin n'a pas une chance géologique aussi grande que le Gabon. Il est le pays le plus urbanisé d'Afrique noire en même temps que l'un des plus sous-peuplés. Il atteignait dès 1960 le stade de la scolarisation totale, accélérateur notoire de l'exode rural. Le dépeuplement du milieu rural a été un phénomène ancien, rapide et maintenant irréversible. Le nombre de ruraux est passé de 73 % en 1955 à 39 % en 1974 (AUGER A., 1968 : 30-55, SÉNÉCHAL J., 1979 : 173-177, VENNETIER P., 1963 : 273-280). « Toutes les cités urbaines sont le produit de l'exode rural » (VENNETIER P., 1963 : 264). Dès 1963, cet auteur craignait que le potentiel humain ne tombe « au-dessous du minimum nécessaire à toute expérience d'animation rurale » (VENNETIER P., 1963 : 271-272) et que la faiblesse du tonnage produit n'obère la commercialisation. Il faut ajouter que l'arboriculture de rente, peu importante, n'a pas retenu la population sur les terroirs villageois. Cette rétraction du tissu rural autour de quelques centres s'est bien produite et elle est jugée positive en 1979 (SÉNÉCHAL J., 1979 : 132) : « La naissance de petites villes rurales est une redistribution judicieuse du peuplement ».

L'agriculture congolaise se fait aux abords des villes par des ruraux venus individuellement ou en groupe résider à proximité et par des citadins créant des exploitations dans le rayon d'accessibilité. Il y a émergence de villes rurales avec des terroirs urbains qui produisent des vivres en vue de leur commercialisation. Ces populations ont acquis un mode de vie citadin et une logique urbaine ce qui les conduit à adopter les innovations les plus propices à améliorer rapidement leurs revenus. Cela les incite souvent à

détériorer le milieu naturel. Quoi qu'il en soit de ce type de développement agricole spontané, il ne parvient pas à nourrir les villes et la terre arrive à manquer dans les terroirs urbains. Devant cette incapacité de l'agriculture à se développer suffisamment, la question se pose de savoir « si la priorité ne devrait pas être donnée à l'industrie » (SÉNÉCHAL J., 1979 : 177). La réponse sur ce point, dans le cas du Congo, n'est pas évidente.

Dans les deux cas étudiés, on peut se demander si ces pays ne vivent pas au-dessus de leurs moyens, agricoles entre autres. L'urbanisation est en déphasage avec l'ensemble du développement économique et l'agriculture urbaine constitue au Congo un volant de sécurité indispensable pour beaucoup.

L'Uruguay est le pays le plus fortement urbanisé de l'Amérique latine avec 81 % de sa population résidant dans des villes de plus de 2.000 habitants et où la seule véritable grande ville, Montevideo, comprend la moitié de la population urbaine nationale (COLLIN-DELAUDD A., 1972 : 361-389). Ce niveau élevé d'urbanisation était atteint dès la fin du XIX^e siècle dans un pays presque exclusivement agricole. Ce phénomène est à mettre en rapport avec l'extensivité de l'agriculture et de l'élevage tournés vers l'exportation. Très tôt, les estancieros, propriétaires fonciers, sont venus résider dans les villes, d'où ils restaient en liaison par radio avec leur estancia.

Ces villes continuent de croître et les campagnes de se vider. « Les propriétaires terriens maintiennent le plus possible l'extensivité de leur élevage, limitant le nombre de péons de chaque estancia. Les petits propriétaires abandonnent leurs terres et partent vers la petite ville à la recherche d'un emploi, puis, après quelque temps, sans travail, vers le chef-lieu » (COLLIN-DELAUDD A., 1972 : 374). Ce mouvement a pris une grande ampleur au cours de la décennie 1930-1960. Ces villes sont très faiblement industrialisées et leur fonction essentielle est de diriger la vie rurale avec leurs services et équipements destinés à la commercialisation et au conditionnement des produits agricoles. Ce ne sont que des villes-relais de la capitale où se situent les grandes banques et les maisons d'exportation et de commerce.

Ces villes uruguayennes sont donc avant tout des centres de résidence d'une grande partie des propriétaires ruraux et des représentants des professions libérales.

A Singapour, la faible superficie du territoire national et l'étendue de la ville font que l'espace rural n'apparaît plus que par bandes entre les zones urbanisées à forte densité de population, caractérisées par la montée en hauteur des bâtiments industriels et d'habitation (GOLDBLUM C., 1979 : 69-103). A l'exception de quelques villages malais, l'urbanisation a précédé la constitution d'un espace rural. D'abord tourné vers une agriculture d'exportation

tation, celui-ci s'est orienté dans les années 50 vers la production alimentaire pour la ville, tout en devenant un exutoire pour les exclus de la croissance économique. Ces derniers, affectés d'un fort taux de chômage, ont développé une agriculture de subsistance.

La population rurale a fréquemment été expropriée et déplacée en fonction des besoins urbains et industriels, les communautés rurales étant déstabilisées, une partie de leur population étant relogée dans les grands ensembles de logements publics. À partir des années 1968-70, une politique systématique vise à industrialiser le secteur agricole, industrialisation dans laquelle l'encadrement technique s'accompagne d'une expropriation massive et du maintien exclusif d'activités rentables modernisées (GOLDBLUM C., 1979 : 89-91). Ainsi, un continuum rural-urbain s'est constitué dans lequel la campagne a été totalement urbanisée au sens sociologique et souvent même physique du terme. C'est un cas extrême de sururbanisation.

IV. Urbanisation des campagnes et mise en place d'un réseau urbain

Le terme d'urbanisation des campagnes dans le Tiers-Monde ne peut recouvrir la même réalité que dans les pays avancés. On peut cependant observer des situations qui relèvent de ce thème sans pour autant procéder de la mise en place d'une société de consommation globale et de la diffusion auprès des ruraux d'une vaste panoplie technologique modifiant les conditions de vie et de travail.

Il ne s'agit pas ici « d'intégration par la ville de l'espace humanisé » mais de « l'association des citadins et des ruraux pour créer ensemble une économie et une société nouvelles » (JUILLARD E., 1973 : 6).

La complémentarité de la ville et de la campagne dans le Tiers-Monde reste une donnée de l'histoire pré-coloniale ou résulte d'une volonté politique ou économique exogène. Cette association a permis dans des cas, il est vrai exceptionnels, une modernisation des structures socio-économiques débouchant soit sur une société nouvelle (objectif des socialismes tanzanien ou cubain), soit sur une préservation de l'identité socio-culturelle dans le cadre d'une économie marchande (pays yoruba, ashanti, bamiléké, ibo en Afrique noire), soit sur une société et une culture de transition « métisse » dans des milieux ruraux entièrement restructurés par l'agro-industrie.

On peut évidemment estimer que ces exemples tendent à une urbanisation des campagnes sans pour autant avoir atteint le stade nécessaire pour recevoir cette épithète. Il n'empêche qu'ils s'achèment vers celui-ci et certains comportements, certains moyens employés, indiquent bien la perspective poursuivie.

RÉSEAU URBAIN ANTÉRIEUR REVITALISÉ PAR LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Certaines régions ont connu une urbanisation physique relativement avancée avant que l'intervention européenne n'ait répandu le fait urbain à la faveur de la constitution d'empires. Cette prédisposition à la vie urbaine, ce goût pour une vie sociale diversifiée est en même temps la cause et la résultante de constructions politiques pré-coloniales d'envergure, même en Afrique noire forestière.

Deux cas différents dans leur genèse et dans leurs conséquences urbaines peuvent être retenus en Afrique noire : le pays ashanti (Ghana) et le pays yoruba (Nigeria). L'urbanisation physique est différente selon le cas : apparition d'une ville régionale (Kumassi au Ghana), d'une nébuleuse de villes « nombreuses » en secteur yoruba, reflet de structures politiques centralisées dans l'Ashanti, décentralisées dans l'autre exemple. Toutefois, la mutation agricole dans les deux procède de la même démarche : adoption spontanée de la culture de rente (le cacao), adaptation du régime foncier traditionnel à cette nouvelle situation sous l'égide des structures socio-politiques autochtones dans le cadre de « l'indirect rule » de lord Lugard, contrôle de la commercialisation en aval de la production agricole. Les conséquences de ce type de développement agricole endogène sont en gros, du même type : renforcement des hiérarchies existantes en termes de richesse et de prestige social, agriculture de plantations villageoises demandant à être modernisée et diversifiée pour surmonter ses difficultés actuelles, apparition d'un « capitalisme agraire ».

Il convient de souligner ici combien l'urbanisation de ces régions doit au caractère entreprenant et à l'esprit d'organisation des populations concernées, comportements qui ont pu s'épanouir dans le cadre d'une politique coloniale non assimilationniste. La contrepartie de ce dynamisme économique dans le maintien des structures sociales et de l'identité culturelle s'est traduite par un patriotisme tribal et un traditionalisme qui n'a pas manqué de faire problème dans l'ordre politique depuis l'indépendance tant au Ghana qu'au Nigeria.

Le pays *ashanti* (HILL P., 1963 ; WILKS I., 1967 : 206-238 ; ZAJACZKOWSKI A., 1960 : 458-473) s'est constitué en royaume dès le XVIII^e siècle autour de Kumassi. Royaume négrier édifié par les armes fournies par les Européens installés depuis longtemps sur la côte, il s'est employé à contrôler, au milieu du XIX^e siècle, l'ensemble des courants commerciaux entre la côte et les pays de savane (Salaga ou Atebubu plaques tournantes du commerce de la kola ou du bétail). Il était pourvoyeur d'or, d'ivoire et de kola qu'il exportait aussi bien vers la côte que vers le

Niger (Tombouctou, Djenné) ou le pays haoussa (Sokoto via Salaga).

Ce royaume centralisé contrôlait le pays par les armes, la perception des impôts mais ne se substitua pas aux structures villageoises traditionnelles. Il sut cependant contrôler la classe administrative formée de dignitaires, la confrérie des marchands — musulmans étrangers — et assimiler esclaves et immigrés, ce qui lui permit de conforter la capitale et le pouvoir du souverain.

Ses relations avec le colonisateur anglais passèrent par trois phases : confrontation guerrière durant tout le xix^e siècle qui s'acheva par la destruction de Kumassi (1874) et la déportation du monarque, l'Asantéhéné en 1900 ; politique de désintégration sans succès de l'État qui s'accompagne d'une adoption spontanée et rapide de la culture du cacao transformant les structures foncières et traditionnelles (1900-1935) ; politique de gouvernement indirect permettant un retour du souverain, seule autorité politico-religieuse des Ashanti non contestée, qui entérine les changements sociaux tout en modernisant les structures de l'État.

Plusieurs éléments de l'histoire ashanti sont à relever pour expliquer cette réussite. Il y a d'abord la capacité d'encadrement bureaucratique du royaume ashanti au xix^e siècle dans les domaines financier, politique, du contrôle territorial qui conduit à valoriser l'autorité du monarque. Il faut aussi souligner la capacité de la population ashanti à adopter une culture d'exportation et à infléchir ses structures pour ne pas être contrainte à abandonner des éléments essentiels de son identité culturelle. Enfin, il y a la création urbaine : Kumassi avait, selon certains, la même population en 1960 qu'un siècle auparavant (200.000 habitants). Après une période d'éclipse pendant le début du xx^e siècle, elle a largement profité des bénéfices de la culture du cacao dont le Ghana fut le premier producteur africain dès 1911. Le peuplement de Kumassi est aux 2/3 régional d'origine et la complémentarité ville/campagnes sert la capitale régionale qui dépasse aujourd'hui le 1/2 million d'habitants.

Le pays *yoruba*, au Sud-Ouest du Nigeria, présentait lors du recensement de 1963, 23 villes de plus de 50.000 habitants dont quatre de plus de 200.000 habitants. Le taux d'urbanisation était très relevé. Ce même pays produisait 4.000 tonnes de cacao en 1911, 100.000 tonnes dans les années cinquante, 200.000 dans les années soixante. Depuis, la production n'a que faiblement progressé.

Cette région du Nigeria doit sa prospérité à la monoculture cacaoyère qu'elle a créée « *sans capitaux à l'origine, sans incitation du gouvernement, sans connaissances techniques spéciales, sans les conseils d'agronomes, sans modification de leur régime foncier, sans bouleversement social* » (GOUROU P., 1970 : 203).

Les villes, centres politiques, commerciaux et militaires, sont des créations yoruba et ont un peuplement ethniquement homogène. Leur fondation remonterait assez loin (CAMARA C., 1972 : 378). Elles ont été peuplées par des paysans réfugiés qui, tout en gardant leur activité agricole, ont adopté le genre de vie urbain. Ainsi, Abéokuta, ville-forteresse, fut créée en 1830 à la suite de guerres intertribales (CAMARA C., 1972 : 381). La paix revenue, les paysans ont installé près de leurs champs, souvent fort éloignés de la cité-État, des hameaux de culture où ils passent une grande partie de leur temps. Un réseau serré de marchés ruraux favorise les échanges économiques et sociaux. La ville, avec son Oba, constitue cependant le cœur du système social yoruba qui suscite un patriotisme ethnique très fort. Le village constitue une parcelle de la ville qui a essaimé par nécessité à la campagne et la ville comprend une majorité d'agriculteurs (MOREL A., 1975 : 727-748).

L'adoption de la culture cacaoyère s'est faite sans difficultés. Le régime foncier a évolué sans remettre en cause le système traditionnel. L'agriculture vivrière pratiquée par les femmes n'en a pas souffert. Le commerce de traite et le transport à leurs échelons intermédiaires et inférieurs sont le fait des autochtones. Les véritables goulots d'étranglement de ce mode de production sont l'utilisation d'une main-d'œuvre sous-payée et les faibles investissements réalisés pour améliorer la productivité.

Il s'agit, en fait, d'un véritable choix de société : les Yoruba brillent dans le commerce, l'artisanat et pratiquent traditionnellement l'épargne dans des tontines (Esusu) mais les ressources ainsi dégagées ne sont pas destinées à l'agriculture. Le social prime sur l'économique et il s'agit de satisfaire aux exigences socio-culturelles traditionnelles autant que d'acquérir des biens matériels. L'inflation, la baisse des cours du cacao, le coût de la main-d'œuvre suite au boom pétrolier, a remis en cause la situation des années soixante.

Ashanti et Yoruba rappellent opportunément que le modèle d'urbanisation occidentale n'est pas universel et que les populations du Tiers-Monde peuvent avoir une grande capacité pour adopter et s'adapter au changement.

En Thaïlande, ce sont les anciennes capitales de provinces ou de principautés tributaires du Nord, du Nord-Est et du Sud qui se sont récemment développées en rapport avec la pénétration de l'économie marchande dans les campagnes. Les équipements tertiaires ont suivi comme l'encadrement administratif la courbe ascendante de la commercialisation des produits agricoles. Une hiérarchie des petites villes peut être dégagée statistiquement de ces équipements tertiaires : trois ou quatre niveaux peuvent être définis du village à la capitale régionale (BRUNEAU M., 1980 : 841-853).

Ces villes dont l'origine est ancienne, ont une emprise de plus en plus forte sur les campagnes dont elles se différencient de plus en plus par les modes de vie et ce ne sont cependant que de petites villes, voire des centres semi-urbains. Elles ne constituent que des relais de la capitale nationale, Bangkok, qui monopolise la plupart des décisions dans tous les domaines. S'il a été possible d'établir un classement hiérarchique en fonction des équipements, il n'existe pas pour autant de véritable réseau hiérarchisé. On a plutôt affaire à un semis urbain lié à la répartition de la population, semis d'où émergent quelques villes à cause de leur localisation dans une zone plus peuplée et de leur importance historique ancienne (Chiang Mai, Phitsanulok) ou en raison de leur position privilégiée par rapport aux voies de communication (Lampang, Nakhon Sawan). Chaque centre joue son rôle d'encadrement politique et économique mais n'a pas de vie propre, de rôle créateur. Bangkok est le modèle dans tous les domaines. Dans la mesure où la fonction industrielle n'a pas essaimé, et où le pouvoir de décision économique et politique reste centralisé dans la capitale, le semis urbain du début du ^{xx}e siècle n'est pas fondamentalement modifié.

On peut observer une évolution et des problèmes analogues dans la *région du Cuzco au Pérou* (BRISSEAU LOAIZA J., 1981 : 499-527). Les villes et bourgs actuels ont une fonction administrative ancienne issue de la colonisation espagnole. Après 1920, lorsque les principales routes et les deux voies ferrées furent construites, les activités commerciales de ces centres, en particulier le commerce de la laine, se sont accrues et ont provoqué une croissance démographique de la plupart des centres urbains. Mais c'est à partir de 1965 avec la fin du colonat traditionnel dans beaucoup d'haciendas et l'introduction de la condition salariale agricole, la mise en place de programmes de développement communal et de réforme agraire que la mobilité géographique et sociale de la population a fait progresser l'urbanisation. Cela a amené une intensification considérable du trafic de camions.

L'écart entre villes s'est creusé en fonction de leur position par rapport au réseau général des voies de communication. On assiste aussi à une grande dispersion des activités commerciales remettant en question la supériorité des centres qui s'étaient affirmés avant 1960. L'administration et les services intensifient les relations entre villes plus qu'ils ne cherchent l'intégration des campagnes. Le trafic routier et les activités d'échange qu'il entraîne font apparaître plusieurs types d'agglomérations : les points de rupture de charge, les simples lieux de passage, les petits carrefours provinciaux, les grands carrefours inter-provinciaux, et, à la tête, Cuzco, véritable nœud de voies de communication. Seuls, le premier et les deux derniers types de centres arrivent

à fixer un temps les commerçants et à ébaucher la trame d'une armature urbaine régionale. Il n'y a pas cependant de réseau urbain, car la polarisation de l'espace par les villes reste très incomplète.

Si la Sierra intérieure, avec une forte émigration, un peuplement encore dense mais un niveau de vie très bas, apparaît comme une des zones les plus déprimées du Pérou, la zone côtière présente un caractère plus avancé. L'agriculture et l'élevage de ses oasis ont atteint un haut niveau technique, ce qui se traduit par l'existence d'une métropole régionale pour le Sud péruvien : Arequipa. Le développement autour de la ville de luzernières irriguées permettant un élevage laitier ou d'embouche et de plantations de canne à sucre ou de riz a contribué à assurer la prééminence d'Arequipa sur Cuzco.

LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE GÉNÉRANT UN RÉSEAU URBAIN

Le développement agricole a pu se faire dans le cadre d'une civilisation paysanne ou démarrer avant que les villes n'apparaissent dans des campagnes soumises quasi intégralement au système agro-industriel. Étrangères par leurs origines, celles-ci ont été par la suite intégrées au monde rural ou récupérées par lui.

En Afrique guinéenne, deux populations rurales au dynamisme agricole et commercial élevé ayant une acculturation poussée au système socio-économique occidental présentent deux cas d'urbanisation des campagnes. Leur structure politique est différente : les *Bamiléké* de l'Ouest du Cameroun sont organisés en chefferies, les *Ibo* du Nigeria oriental ont une structure segmentaire. Ces deux populations ont fait montre dans leurs pays respectifs d'une vitalité démographique, commerciale et intellectuelle qui en on fait souvent les interlocuteurs privilégiés des Blancs.

Ils ont en commun d'avoir des densités très élevées, d'alimenter une émigration considérable, de posséder un savoir-faire commercial appuyé sur une large solidarité qui ne décourage pas le désir d'entreprendre ni la volonté de réussir. Dans chacun de leurs pays respectifs et parfois au-delà, ils occupent des créneaux essentiels à la vie nationale (DONGMO J.-L., 1978 ; ISICHEI E., 1976 ; GOSSELIN G., 1978 : 181-221 ; CHAMPAUD J., 1980 ; OTTENBERG S., 1958). Dans les deux cas, la diaspora ne cesse de soutenir matériellement et socialement les gens du village ou de la chefferie d'autant plus efficacement que les émigrés ont réussi à occuper des positions-clés dans l'appareil commercial ou d'État. Agriculteurs et commerçants, ils pratiquent une agriculture de rapport basée sur le café Arabica pour les Bamiléké, le palmier à huile pour les Ibo. Réceptifs au changement et indi-

vidualistes, ils ont assimilé plus vite que d'autres peuples colonisés, la scolarisation et l'urbanisation sociologique, le sens des affaires et le goût de la nouveauté. Ils ont suscité de la part des autres ethnies envie et méfiance qui se sont concrétisées malheureusement dans des guerres civiles destinées à verrouiller leur expansion.

Dans les deux cas, le fait urbain est post-colonial-et importé (CHAMPAUD J., 1972 : 325-336). La fragmentation socio-politique des populations n'a pas permis la constitution d'États suffisamment centralisés sur l'ensemble des groupes constituant la mouvance ethnique comme dans l'Ashanti (HURAUULT J., 1962 ; NZIMIRO I., 1972).

La chefferie bamiléké constitue cependant un cas d'espèce. Société centralisée autour de la personne du chef qui dispose d'un corps de serviteurs et de nombreuses épouses, elle présente un caractère féodal sans la mise en place d'un appareil administratif et de forces de répression. Si ceci avait vu le jour, de grandes chefferies auraient induit le fait urbain par l'apparition d'une classe de personnes libérées du travail agricole. En fait, le chef protecteur de la population et gestionnaire du territoire pour l'ensemble de la communauté, s'impose à ses notables en fonction des rapports de force que l'histoire a fait surgir entre eux. La résidence du chef dans les plus grandes chefferies ressemble à un gros bourg rural.

En pays Ibo, si le système politique de l'État n'a pas été ignoré, il n'a pas fait disparaître la structure segmentaire fondée sur la filiation. Le degré de centralisation n'a pas permis l'éclosion urbaine et le pouvoir royal n'était pas absolu.

Sous différentes formes, il convient de souligner la fluidité des institutions politiques des deux peuples.

Les villes administratives et commerçantes de la colonisation ont été investies sur le plan commercial par les populations rurales et les revenus de la diaspora se sont investis dans les villes du pays : Bafoussam par exemple. Les villes secondaires vivent en symbiose avec la riche campagne environnante qui fournit l'essentiel du peuplement. Elles concentrent coopératives agricoles et grands marchés et interviennent pour le traitement et la commercialisation de la production agricole. Les bénéfices réalisés hors du secteur agricole sont souvent réinvestis dans celui-ci sous la forme de création de cafésières en pays bamiléké notamment. Les paysanneries reliées au réseau urbain existant ne se sentent pas délaissées. Le développement que soutient, sous l'égide administrative, l'effort des associations d'entraide ou d'épargne traditionnelles réussit mieux qu'ailleurs et permet une amélioration réelle des conditions de vie.

A l'inverse des Yoruba qui centrent leur vie sociale sur la cité-État, chez ces deux peuples, le village ou la chefferie restent les points d'attache principaux

pour les émigrés. Enfin, si les Bamiléké restent plus profondément paysans et meilleurs agriculteurs que les Ibo, plus commerçants et plus policés, si le réseau urbain est plus développé dans le Nigeria oriental que dans l'Ouest du Cameroun, on note de profondes convergences dans le genre de vie et dans les stratégies de groupe. S'il est vrai enfin, qu'ils ont su utiliser les outils de travail apportés par le capitalisme, ils l'ont fait d'une manière très africaine sans abandonner leur identité propre. L'urbanisation a été un moyen non une fin, une adaptation nécessaire pour poursuivre des objectifs socio-économiques particuliers.

Une deuxième figure de ce type de situation nous est fournie par les *réseaux de plantations industrielles* qui produisent une urbanisation sociologique et physique non contrôlée par les individus concernés. La Malaisie et la région du mont Cameroun peuvent l'illustrer (COURADE G., 1974-1979). La concentration dans une même zone géographique de complexes agro-industriels à main-d'œuvre salariée a donné naissance à des excroissances urbaines qui se sont trouvées renforcées par l'administration et le commerce.

Au départ, cités de transit, résidences de cadres, ports et zones industrielles y étaient implantés qui ont attiré à eux les services de l'État et un secteur tertiaire informel destiné à répondre aux besoins de la main-d'œuvre salariée rassemblée. Celle-ci, hétérogène culturellement et économiquement, a commencé à se stabiliser et à s'organiser pour défendre des intérêts communs dans des organisations syndicales qui ont parfois servi de tremplin aux nationalismes naissants (Cameroun anglophone).

Sur le plan socio-culturel, on note la progression des mariages inter-ethniques, de l'entraide fondée sur la communauté de travail et non sur les liens ethniques et de nouvelles habitudes de consommation, l'usage d'une lingua franca. Une stratification sociale apparaît qui s'affirme dans l'habitat, les conflits sociaux ou les loisirs.

Ici, les conditions de travail et de vie imposées par la production agricole débouchent sur une forme d'urbanisation sociologique progressivement intégrée dans les comportements mais qui présente des lacunes. Il en va de même pour le réseau urbain constitué. Chaque ville répond à une nécessité particulière du réseau agro-industriel. L'espace urbain y est mesuré. Les plantations affectent d'ignorer la présence citadine et, partie prenante de celles-ci, elles pratiquent l'apartheid doublant les équipements, maintenant leurs propres réseaux de communication, etc. Ce n'est qu'à la faveur de la nationalisation des compagnies qu'une répartition des tâches s'amorce et que la ville retrouve la gestion des fonctions dont elle était amputée : Tiko et Victoria (Sud-Ouest du Cameroun) ont connu une telle évolution. La ville fait figure ici de parasite pour les plantations, mais de nécessité sociale, pour leurs salariés.

DÉVELOPPEMENT VOLONTARISTE ET PLANIFIÉ
D'UNE URBANISATION DES CAMPAGNES

L'espace de type capitaliste (SANTOS M., 1978 : 563-572) se caractérise par l'extraversion de l'économie, la macrocéphalie urbaine, des disparités régionales et sociales qui ne cessent de s'accroître et par l'exploitation fréquente des campagnes par les citadins favorisés. Certains pays se réclamant du socialisme s'efforcent d'atténuer ou de supprimer toute forme de domination urbaine en banalisant services, équipements et fonctions de type urbain dans le milieu rural. Nombre de tentatives ont été faites depuis trois décennies pour remodeler l'espace national. Mis à part le Viêt-nam du Nord ou le Cambodge qui ont « désurbanisé » dans un contexte de guerre, il ne semble pas que l'on ait réussi ailleurs à modifier durablement le schéma spatial national comme si le poids du passé et les pesanteurs propres aux nouveaux régimes (bureaucratie et autoritarisme) jouaient en faveur du maintien des structures spatiales antérieures. Socialismes empiriques ou doctrinaires ont parfois corrigé nombre de disparités existantes, ils ne les ont pas pour autant éliminées, la structure du pouvoir politique, élément prééminent, étant le plus souvent calquée sur la structure urbaine.

L'urbanisation sociologique des campagnes a, elle aussi, connu des ratés malgré la capacité d'un appareil de persuasion et de coercition démesuré et les politiques ont dû souvent être infléchies pour en tenir compte, même dans les pays les plus doctrinaires.

Renverser les données géographiques et sociales issues d'une longue histoire suppose sans doute un laps de temps supérieur à une génération.

Le Viêt-nam du Nord et la Chine (jusqu'en 1977) ont réussi dans la dernière décennie à limiter la croissance urbaine. Au Viêt-nam du Nord, cela est le fruit d'une politique systématique appuyée sur les éléments suivants : contrôle des naissances plus efficace en milieu urbain, limitation administrative des migrations rurales, promotion de l'hydraulique agricole, de l'électrification, installation d'équipements sociaux, sanitaires et culturels. Ceci a permis d'assurer aux paysans un niveau de vie proche de celui des villes. La dispersion d'une part importante de l'infrastructure urbaine pendant la guerre, la similitude de l'organisation des villages et des villes, le regroupement de l'habitat ont permis cette diffusion de rudiments de la vie urbaine.

Le district est appelé à devenir l'unité de base du développement économique, social et culturel (HALLS-FRENCH L., 1979 : 63-67). « *Échelon intermédiaire entre la province et la commune, le district est une unité de gestion théoriquement responsable de la production dans tous les domaines.* » Cette réforme vise à substituer progressivement la petite industrie, l'artisanat et les services à une activité agricole prédominante.

Village de type urbain, puis petite ville (10.000 habitants environ sur 70 à 80 hectares), le chef-lieu de district constituera la base de la trame urbaine qui structurera le développement du pays. « Il constitue un enjeu : il peut n'être qu'une ramification du pouvoir d'État destinée à améliorer l'impact des décisions centrales au niveau local ou à l'opposé, n'être que la stricte émanation des coopératives » (HALLS-FRENCH L., 1979 : 66).

La Chine maoïste, depuis 1958 surtout, a tenté une industrialisation des campagnes et visé à l'auto-suffisance alimentaire des villes avec leur couronne maraichère (GENTELLE P., 1974 : 255-265). Le mouvement de « désurbanisation » a été renforcé par l'envoi de jeunes citadins à la campagne, à partir de 1955 et surtout pendant la révolution culturelle. L'échec du « grand bond en avant » et le retour d'une partie des jeunes envoyés à la campagne après l'élimination de la « bande des quatre » ont limité considérablement l'efficacité de ces mesures. Les grandes métropoles ont continué de s'accroître.

La déclaration d'Arusha (1967) trace pour la Tanzanie la voie d'un « socialisme rural » en tentant de concilier les valeurs authentiques africaines et les impératifs du développement (MODERNE F., 1970 : 147-166). Il ne peut se réaliser que dans le cadre d'un développement non dépendant, « auto-centré » (self reliant). La politique de développement rural menée utilise comme moyen le regroupement de la population dans des villages ujamaa d'essence communautaire.

Rejetant les villages-pilotes « modernes » et mécanisés, la politique ujamaa a oscillé entre le regroupement forcé ou volontaire dans les seules régions marginales ou dans tout le pays, entre l'exploitation collective ou individuelle des terres pour se précipiter en 1974 dans le regroupement de 10 millions de ruraux dans des villages coopératifs autogérés (JOINET B., 1978 : 10-23).

Les villages doivent se suffire à eux-mêmes et tirer le meilleur parti des ressources locales et du travail paysan car l'aide de l'État sera limitée. Une meilleure productivité dans l'agriculture doit dégager des surplus à investir dans les « cottages industries » (forme moderne de l'artisanat producteur traditionnel). Le socialisme tanzanien préconise une urbanisation sociologique lente à la mesure des progrès de l'agriculture et des mentalités et il privilégie la qualité de la vie au détriment des cadres de vie.

Les butoirs de l'expérience tanzanienne sont nombreux : bureaucratie inévitablement centralisatrice et à tendance autoritaire, classe riche en ville et à la campagne en voie de constitution, persistance de la croissance de Dar-es-Salam.

Dodoma, la nouvelle capitale, l'anti-Brasilia, installée dans une région aride, pauvre, sous-peuplée

mais centrale, deviendra-t-elle le symbole d'un pays ayant dépassé les contradictions actuelles?

Comme la Tanzanie, Cuba a dû affronter l'hyper-trophie urbaine de sa capitale, La Havane. La politique menée combine à la fois la décentralisation administrative très poussée, la création de nouveaux villages ruraux dotés de tous les équipements urbains, l'envoi à la campagne de la jeunesse urbaine appelée à participer à des tâches de production dans les « écoles secondaires de base à la campagne » qui dispose aussi d'unités d'enseignement et de laboratoires décentralisés.

Plus de 280 nouveaux villages ont été construits, une centaine sont en cours et plus de 100 anciens centres ruraux ont été développés systématiquement depuis 20 ans (PONCET J., 1976 : 255-262). Ces nouveaux villages ont un effet urbanisant d'autant plus réel qu'ils visent à la promotion d'un habitat en dur du type mini-H.L.M. sans jardin ou petit élevage et à libérer la femme de ses tâches ménagères et horticoles (RIVIÈRE d'ARC H., 1973 : 65-90). La question du niveau de satisfaction des personnes ainsi transplantées dans un univers aussi étranger se pose d'autant plus qu'il détermine la participation au développement agricole.

En définitive, la création d'une société et d'une économie nouvelles, objectifs des différents socialismes étudiés, inspire des démarches conduisant à l'expérimentation sociale et spatiale permettant une urbanisation lente (Chine de Mao ou Tanzanie) ou une urbanisation forcée des campagnes (Viêt-nam, Cuba). Toutefois, le développement agricole n'est pas nécessairement au rendez-vous et cette situation suscite des changements de ligne coûteux sur tous les plans.

Conclusion

Développement rural et urbanisation dans le Tiers-Monde sont deux phénomènes étroitement liés, imbriqués, en interaction constante qu'il est impossible de séparer. Il serait illusoire de les situer chronologiquement et encore moins dans un rapport de causalité linéaire. L'urbanisation physique ou géographique entraîne incontestablement un développement agricole en même temps qu'une urbanisation sociologique des campagnes. Elle a généralement une origine non agricole (développement de l'appareil d'État et du secteur tertiaire, développement industriel, tourisme).

Elle n'est que rarement la résultante d'un développement de la production agricole mais elle ne peut se passer de lui dans la majorité des situations. Dans le cas où l'expansion agricole induit un processus

d'urbanisation physique, il s'agit le plus souvent de pseudo-urbanisation, le développement agricole entraînant surtout une urbanisation sociologique.

La tendance générale à une urbanisation du Tiers-Monde apparaît nettement au terme de cette étude, mais elle s'effectue selon des modalités très différentes selon les formations sociales comme l'a montré M. NACIRI (1981 : 146-155). Certains n'ont cessé de renforcer le poids humain et économique des villes, ou « pôles de développement », en favorisant les processus de prolétarianisation de la paysannerie. Ils ont essayé d'orienter cette croissance urbaine vers les villes petites et moyennes et non exclusivement vers la capitale. L'Iran du Shah ou certains cas de sururbanisation présentés plus haut (Singapour) ont cassé l'armature des villages, liquidé les communautés rurales au profit d'un système agro-industriel orienté vers les produits d'exportation ou l'approvisionnement des villes et ont laissé à l'abandon de vastes espaces considérés comme non rentables. À l'opposé, certains États d'orientation ou d'inspiration socialiste (Cuba, Viêt-nam, Tanzanie) cherchent à mettre la ville à la campagne en diffusant des modèles de consommation, de logements, d'équipements, de formation et de loisirs de type urbain, et en déconcentrant les populations, les pouvoirs et les équipements urbains au profit de petits centres ou même de villages regroupés.

Entre ces deux extrêmes, se situent la plupart des cas étudiés ici dans lesquels l'urbanisation sociologique et le mode de production capitaliste pénètrent inégalement l'espace, s'appuyant sur un réseau urbain pas ou peu hiérarchisé. Bien que modernisation et urbanisation se généralisent dans les campagnes du Tiers-Monde, la paysannerie ne tend pas à devenir une simple réserve de main-d'œuvre pour la croissance économique urbaine. Elle reste un monde à part dépendant mais doué de sa propre dynamique, masse dont les niveaux et modes de vie se diversifient comme les sources d'emploi mais dont la pauvreté reste une caractéristique d'ensemble. Cette paysannerie constitue désormais un enjeu majeur pour le système capitaliste international qui cherche à la mobiliser notamment à travers le système agro-industriel et les zones franches industrielles dans le cadre de la nouvelle politique de division internationale du travail. Les paysans du Tiers-Monde sont de plus en plus des producteurs et des consommateurs englobés dans ce système de façon très inégale, c'est-à-dire des ruraux partiellement urbanisés.

*Manuscrit reçu au Service des Éditions de l'O.R.S.T.O.M.
le 3 mars 1983*

BIBLIOGRAPHIE

I. Concepts — Cadre d'analyse et problématique

- ADAMS (A.), 1977. — Le long voyage des gens du fleuve. — Paris F. Maspéro, 228 p.
- BARDIER (J. C.), 1979. — Quelques propositions pour une définition et une typologie des opérations de développement. *Cultures et Développement*, vol. 11, n° 3 : 343-380
- BELLONCLE (G.), 1979. — Quel développement rural pour l'Afrique Noire? Réflexions sur l'expérience des Zones d'Actions Prioritaires Intégrées ZAPI du Cameroun. — Dakar/Abidjan, Les Nouvelles Éditions Africaines, 209 p.
- BRUNEAU (M.), 1975. — L'apparition du fait urbain dans le Nord de la Thaïlande. — *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 112 : 326-361.
- BRUNEAU (M.), IMBERNON (J. M.), 1980. — Le système agro-industriel et l'agriculture contractuelle dans les campagnes du Tiers-Monde. *L'Espace Géographique*, n° 3 : 211-222.
- CASTELLS (M.), 1969. — Théories et idéologie en sociologie urbaine. *Sociologie et Société*, n° 1612, nov. 1969 : 171-191.
- CLAVAL (P.), 1976. — Urbanisation. In: La grande Encyclopédie Larousse : 12284-12288.
- COURADE (G. C.), 1978. — L'école du Cameroun anglophone. *Revue Tiers-Monde*, Tome 19, n° 76, oct.-déc. 1978 : 743-769.
- DELER (J. P.), 1981. — Genèse de l'espace équatorien : Essai sur le territoire et la formation de l'État National. — Paris, ADFP, 280 p.
- DE WILDE (J. C.), 1967-68. — Expériences de développement agricole en Afrique Tropicale. — Paris, Maisonneuve et Larose, 3 vol., 340+325+270 p.
- DUMONT (R.), 1973. — L'Afrique Noire est mal partie, Paris, Seuil, 255 p.
- FRIEDMANN (J. R.), 1971. — Urbanisation et développement national. *Revue Tiers Monde*, tome XII, n° 45, janv.-mars 1971 : 13-44.
- GIBBAL (J. M.), 1973. — Le retour au village des nouveaux citadins. — *Cahiers d'Études Africaines*, vol. 13, n° 51 : 549-574.
- GIBBAL (J. M.), 1974. — Citadins et villageois dans la ville africaine : L'exemple d'Abidjan. Grenoble-Paris, Presses Universitaires de Grenoble, F. Maspéro, 403 p.
- GOLDBLUM (Ch.), HALLS FRENCH (L.), TAILLARD (Ch.), 1981. — L'État aménageur : idéologies de l'encadrement rural. In: Mutation des campagnes du Tiers-Monde, C.N.R.S., Toulouse : 123-144.
- GOSSELIN (G.), 1978. — L'Afrique désenchantée : sociétés de transition en Afrique tropicale, vol. I, Paris, Anthropos, 374 p.
- GOUROU (P.), 1966. — Les pays tropicaux. — Paris, PUF (4^e édition), 277 p.
- GUGLER (J.), FLANAGAN (W. G.), 1978. — Urbanization and Social Change in West Africa. Cambridge, Cambridge University Press, 235 p. (Urbanization in developing countries n° 2 éd. by K. Little).
- JUILLARD (E.), 1961. — L'urbanisation des campagnes en Europe Occidentale. *Études rurales*, n° 1, avril-juin 1961 : 18-33.
- JUILLARD (E.), 1973. — Urbanisation des campagnes. *Études rurales*, n° 49-50, janv.-juin 1973 : 5-9.
- KAYSER (B.), 1973. — Le nouveau système des relations villes-campagnes. *Espaces et Sociétés*, n° 38, février 1973 : 3-13.
- LASSERRE (G.), 1972. — Les effets de la croissance urbaine sur les relations villes-campagnes en Afrique Noire et à Madagascar. In: La croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar, Tome I, CNRS, Paris : 194-198.
- LEFEBVRE (H.), 1968. — Le droit à la ville. — Paris, Anthropos, 148 p.
- LELE (U.), 1977. — Le développement rural. L'expérience africaine. — Paris, Economica, 341 p.
- LIERDEMAN (J. L.), 1974. — Disparités régionales et régionalisation dans une économie dominée de faible dimension : analyse de l'expérience ivoirienne. In: Différenciation régionale et régionalisation en Afrique francophone et à Madagascar, O.R.S.T.O.M., Paris : 101-128.
- MAB-UNESCO, 1978. — Aménagement des ressources naturelles en Afrique : stratégies traditionnelles et prise de décision moderne. — Paris, Unesco, 83 p. (Notes Techniques du MAB, n° 9).
- MARGUERAT (Y.), 1978. — Réflexions cursives sur l'évolution des réseaux urbains en Afrique Noire. *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum.*, vol. XV, n° 2 : 173-185.

- O.R.S.T.O.M., 1979. — Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale : logique paysanne et rationalité technique. Paris, O.R.S.T.O.M., 600 p., *Mém. O.R.S.T.O.M.*, n° 89.
- PAIX (C.), 1972. — Approche théorique de l'urbanisation. — *Revue Tiers-Monde*, vol. 13, n° 50, juin 1972 : 269-308.
- PEBAYLE (R.), 1974. — Une typologie de l'innovation rurale au Brésil. — *Cahiers d'Outre-Mer*, n° 108, oct.-déc. 1974 : 338-355.
- PEBAYLE (R.), 1977. — Les gauchos du Brésil. Éleveurs et agriculteurs du Rio Grande do Sul. Bordeaux, CEGET, 531 p., *Trav. et Doc. de Géographie Tropicale*, n° 31.
- PIERMAY (J. L.), 1978. — Les mutations du milieu rural à proximité de la ville au nord de Bangui (Centrafrique). *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum.*, vol. XV, n° 2 : 187-205.
- PILLET-SCHWARTZ (A. M.), 1978. — Quelques opérations d'aménagement rural en Afrique tropicale. — Paris, EHESS-CNRS. Laboratoire 94, 67 p. *multigr.*
- PILLET-SCHWARTZ (A. M.), 1979. — Échelles et stratégies de développement rural en Afrique Noire. Approche comparative des exemples ivoiriens et tanzaniens. *L'Espace Géographique*, n° 1 : 71-76.
- PORTAIS (M.), 1974. — Le bassin d'Ambalavao : influence urbaine et évolution des campagnes. Paris, O.R.S.T.O.M., 162 p., *Trav. et Doc. de l'O.R.S.T.O.M.*, n° 33.
- RAISON (J. P.), 1968. — La colonisation des terres neuves tropicales. *Études rurales*, n° 31, juillet-septembre 1968 : 5-112.
- RAISON (J. P.), 1973. — La colonisation des terres neuves intertropicales d'après les travaux français. *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum.*, vol. X, n° 4 : 371-403.
- RAMBAUD (P.), 1973. — Village et urbanisation : problèmes sociologiques. — *Études Rurales*, n° 49-50, janv.-juin 1973, : 14-32.
- ROBINEAU (C.), 1974. — L'urbanisation en tant que processus de changement rural. Le cas de la Polynésie Française : Papeete et Moorea 1960-1970. — *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum.*, vol. XI, n° 3-4 : 287-295.
- ROCHEFORT (M.), 1972. — Typologie fonctionnelle des villes en Afrique Noire et à Madagascar. In: La croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar, CNRS, Paris, Tome I : 139-145.
- SANTANA (R.), 1981. — Encadrement des populations rurales. In: Mutation des campagnes du Tiers-Monde, CNRS, Toulouse : 102-122.
- SANTOS (M.), sous la direction de, 1971. — La ville et l'organisation de l'espace dans les pays en voie de développement. *Revue Tiers-Monde*, tome 12, n° 45, janv.-mars 1971, 174 p.
- SANTOS (M.), 1972. — Dimension temporelle et systèmes spatiaux dans les pays du Tiers-Monde. — *Revue Tiers-Monde*, Tome 13, n° 50, avril-juin 1972 : 247-268.
- SAUTTER (G.), 1972. — Les ruraux dans les villes, genèse et différenciations des sociétés urbaines. — In: La croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar, CNRS, Paris : 77-89.
- SAUTTER (G.), 1978 a. — « Dirigisme opérationnel » et stratégie paysanne ou l'aménageur aménagé. *L'espace géographique*, n° 4 : 233-243.
- SAUTTER (G.), 1978 b. — Réflexions sur les « petites villes » dans les pays en voie de développement. Colloque franco-indien, déc. 1978, 40 p. *dactyl.*
- SIRVEN (P.), 1972. — Les villages suburbains de Bouaké en voie d'urbanisation. Contribution à l'étude géographique du phénomène d'urbanisation de la « banlieue » d'une ville africaine. In: La croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar, CNRS, Paris, Tome II : 989-1014.
- SLATER (D.), 1976. — Critique de la géographie du développement. *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. 60 : 59-96.
- STECK (B.), 1972. — Mokolo dans ses relations avec le milieu rural environnant. — *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum.*, vol. IX, n° 3 : 287-308.
- TROIN (J. F.), 1975. — Urbanisation ou déurbanisation du Maroc? Poitiers, *Trav. du Centre Géographique d'Études et de Recherches Rurales*, n° 5 : 99-118.
- TROIN (J. F.), 1981. — Évolution de la consommation et du cadre bâti en milieu rural. In: Mutations des campagnes du Tiers-Monde, CNRS, Toulouse : 33-60.
- YOU (N.), NGOC ANH (N.), 1980. — Théorie et pratique de l'urbanisation. In: Le village piégé, urbanisation et agro-industrie sucrière en Côte d'Ivoire, Paris-Genève, PUF, *Cahiers de l'IUED* : 226-247.

II. Urbanisation diffuse sans urbanisation physique

- ADAMS (A.), 1977. — Le long voyage des gens du fleuve. Paris, F. Maspéro, 222 p.
- ANCEY (G.), 1970. — L'influence d'un centre urbain sur la zone rurale environnante. L'exemple Bouaké-Brobo (Côte d'Ivoire). *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum.*, vol. VII, n° 4 : 49-78.
- ANCEY (G.), 1974. — Relations de voisinage ville-campagne : Bouaké, sa couronne, sa région. Paris, O.R.S.T.O.M., 288 p.
- ARNAUD (J. C.), 1970. — L'économie maraîchère et fruitière dans la région du cap Vert, grande banlieue de Dakar. Strasbourg, 292 p. *multigr.* (thèse de 3^e cycle).
- BARBIER (J. C.), 1973. — Colonisation agricole et référence au milieu urbain : exemple des villages pionniers de l'opération Yabassi-Bafang au nord-est de Douala. *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum.*, vol. X, n° 2/3 : 203-216.

- BARBIER (J. C.), 1979. — Opération de développement et histoire des populations : cas de l'opération Yabassi-Bafang (Cameroun). *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum.*, vol. XVI, n° 1-2 : 129-152.
- BATAILLON (C.), 1971. — Villes et campagnes dans la région de Mexico. Paris, Anthropos, 442 p.
- BELLONGLE (G.), 1979. — Quel développement rural pour l'Afrique Noire? Réflexions sur les expériences des Zones d'Actions Prioritaires Intégrées du Cameroun. Dakar, Abidjan, Les Nouvelles Éditions Africaines, 209 p.
- BERRON (H.), 1980. — Tradition et modernisme en pays lagunaire de Côte d'Ivoire. Gap, Ophrys, 386 p.
- BLANADET (R.), 1979. — Les fronts pionniers en Asie du Sud-Est. Paris, Université de Paris IV, 695 p. *multigr.* (thèse).
- BOUTRAIS (J.), 1978. — Compétition foncière et développement au nord du Cameroun : La plaine de Mora. *Cahiers de l'ONAREST*, vol. 1, n° 3, oct. 1978 : 53-90.
- BOUTRAIS (J.), COURADE (G.), GUBRY (P.), 1979. — Population, planification et développement rural : l'exemple du Cameroun. Yaoundé, ISH, 163 p. *multigr.*
- BRISSEAU-LOAIZA (J.), 1981. — Le Cuzco dans la région. Étude de l'aire d'influence d'une ville andine. Bordeaux, CEGET, 571 p. (*Trav. et Doc. de Géo. Tropicale*, n° 44).
- BRUNEAU (M.), 1980. — Recherches sur l'organisation de l'espace dans le nord de la Thaïlande. Lille, Atelier de reproduction des thèses, 2 vol., 518 + 526 p. (thèse).
- BRUNEAU (M.), IMBERNON (J. M.), 1980. — Le système agro-industriel et l'agriculture contractuelle dans les campagnes du Tiers-Monde. *L'Espace Géographique*, n° 3 : 211-222.
- BRUNEAU (M.), DURAND-LASSERVE (A.), MOLINIÉ (M.), 1977. — La Thaïlande, analyse d'un espace national. *L'Espace géographique*, n° 3 : 165-177.
- BUGNICOURT (J.), 1971. — Disparités régionales et aménagement du territoire en Afrique. Paris, A. Colin, 354 p.
- CAUVIN (C.), 1972. — Un habitat en évolution. Les villages-rues du pays Adjukru, Basse Côte-d'Ivoire. *Études rurales*, n° 47 : 7-38.
- CAUVIN (C.), 1979. — La diffusion d'une nouvelle culture dans le cadre de l'économie de plantation. Le palmier à huile sélectionné en pays Adjukru (Côte d'Ivoire). In: Les cultures commerciales : plantations industrielles et productions paysannes, CEGET, Bordeaux : 7-74.
- CHAMPAUD (J.), 1980. — Villes et campagnes du Cameroun de l'Ouest. Bordeaux, Université de Bordeaux III, 673 p. *multigr.* (thèse).
- CHARMES (J.), 1975. — Métyage et capitalisme agraire sur les périmètres Nord de la Somalac (Madagascar). *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum.*, vol. XII, n° 3 : 259-282.
- CHARMES (J.), 1976. — Évolution des modes de faire-valoir et transformation des structures sociales dans la région de l'Anony (Nord-Ouest du Lac Alaotra) (Madagascar). *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum.*, vol. XIII, n° 4 : 367-382.
- CHARRAS (M.), 1979. — De la forêt maléfique à l'herbe divine, un cas de transmigration indonésienne. Paris, Université de Paris VII, 352 p. *multigr.* (thèse de 3^e cycle).
- CHAUVEAU (J. P.), RICHARD (J.), 1978. — Une « périphérie recentrée ». A propos d'un système local d'économie de plantation en Côte d'Ivoire. *Cahiers d'Études Africaines*, vol. 17, n° 68 : 485-523.
- COLLIN-DELAUVAUD (G.), 1978. — L'encadrement de la paysannerie dans les zones d'irrigation de la côte péruvienne. In: L'encadrement des paysanneries dans les zones de colonisation en Amérique Latine, *Travaux et Mémoires de l'IEAL*, n° 32 : 123-128.
- COPANS (J.), COUTY (Ph.), ROCH (J.), ROCHETEAU (G.), 1972. — Maintenance sociale et changement économique au Sénégal. Tome I : Doctrine économique et pratique du travail chez les Mourides. Paris, 274 p. *Trav. et Doc. de l'O.R.S.T.O.M.*, n° 13.
- DE KONNINCK (R.), 1979. — Comment capturer le potentiel productif des petits paysans. Note sur la modernisation de la riziculture en Malaysia et en Indonésie. *Anthropologie et Sociétés*, vol. 3, n° 3 : 87-108.
- DELER (J. P.), 1981. — Genèse de l'espace équatorial. Essai sur le territoire et la formation de l'État National. Paris, ADPF, 280 p.
- DONGMO (J. L.), 1978. — Le dynamisme bamiléké. Essor démographique, expansion spatiale et réussite économique d'un peuple des hautes terres de l'Ouest-Cameroun. Paris, Université de Paris-X, 2 vol., 1265 p. *multigr.* (thèse).
- DOZON (J. P.), 1974. — Les mouvements politico-religieux : syncrétismes, messianismes, néo-traditionalismes. In: La construction du monde : religion/représentations/idéologie, M. Augé, éd. Maspéro : 75-111.
- DURAND-LASSERVE (A.), 1976. — Les facteurs et les mécanismes de la croissance de Bangkok à l'époque contemporaine. In: Croissance périphérique des villes : cas de Bangkok et de Brazzaville, CEGET, *Trav. et Doc. de Géo. Tropicale*, n° 26 : 5-220.
- FIORAVANTI-MOLINIÉ (A.), 1972. — Influences urbaines et société rurale au Pérou : Le cas de Yucay. Paris, Université de Paris V, 377 p., *multigr.* (thèse de 3^e cycle).
- FRANQUEVILLE (A.), 1972. — Les relations ville-campagne sur la route au nord de Yaoundé. *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum.*, vol. IX, n° 3 : 337-387.
- GALLAIS (J.), 1978. — Zone sahélo-soudanienne. In: Aménagement des ressources naturelles en Afrique : stratégies traditionnelles et prise de décision moderne, MAB-UNESCO : 11-33.

- GOSSELIN (G.), 1978. — Réforme agraire et coopération dans la palmeraie dahoméenne. In: *L'Afrique désenchantée*, Tome I, Anthopos : 265-342.
- LASSAILLY (V.), 1979. — Une opération de développement intégré en Côte d'Ivoire Centrale, l'opération Kossou. *L'Espace Géographique*, n° 1 : 57-63.
- LE BOURDIEC (F.), 1974. — Hommes et paysages du riz à Madagascar. Étude de géographie humaine. Vol. 3, chap. 3. Paysages de colonisation agricole : 965-1027, Aix-en-Provence (thèse).
- LEFEBVRE (H.), 1968. — Le droit à la ville. — Paris, Anthopos, 148 p.
- MARCHAL (J. Y.), 1974. — L'office du Niger : îlot de prospérité paysanne ou pôle de production agricole? *Revue Canadienne des Études Africaines*, vol. 8, n° 1 : 73-90.
- MONDJANNAGNI (A.), 1977. — Campagnes et villes au sud de la République Populaire du Bénin. Paris, La Haye, Mouton, 614 p.
- MORABITO (V. T.), 1977. — L'office du Niger au Mali d'hier à aujourd'hui. *Journal de la Société des Africanistes*, vol. 47, n° 1 : 53-83.
- MORINIÈRE (J. L.), 1972. — L'agriculture maraîchère intra et péri-urbaine de Yaoundé. In: Dix études sur l'approvisionnement des villes, CEGET : 47-82.
- PEBAYLE (R.), 1977. — Les Gauchos du Brésil. Éleveurs et agriculteurs de Rio Grande do Sul. Bordeaux, CEGET, 531 p., *Trav. et Doc. de Géo. Tropicale*, n° 31.
- PÉLISSIER (P.), 1963. — Les pays du bas-Ouémé, chap. 3 : Les types d'aménagement de l'espace et leur évolution. *Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 16, n° 61 : 81-125.
- PÉLISSIER (P.), 1966. — Les paysans du Sénégal. Les civilisations agraires du Cayor à la Casamance. Saint-Yriex, Imprimerie Fabrègue, 930 p.
- PÉLISSIER (P.), 1972. — Réflexions sur une entreprise de développement par la vulgarisation agricole. In: Études de géographie tropicale offertes à Pierre Gourou, Mouton : 397-405.
- PIERMAJ (J. L.), 1978. — Les mutations du milieu rural à proximité de la ville au nord de Bangui. *Cahiers O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum.*, vol. XV, n° 2 : 187-205.
- PILLET-SCHWARTZ (A. M.), 1973. — Capitalisme d'État et développement rural en Côte d'Ivoire. La Sodepalm en pays Ébrié. — EPHE-CNRS, 398 p. *multigr.* (thèse de 3^e cycle).
- PILLET-SCHWARTZ (A. M.), 1978. — Les grandes entreprises de culture et la promotion des paysans en Côte d'Ivoire. *Études Rurales*, n° 70, avril-juin 1978 : 65-79.
- PORTAIS (M.), 1972. — Les cultures commerciales dans un milieu géographique original : la cuvette d'Andapa. Tananarive, O.R.S.T.O.M., *multigr.*
- PROWIZUR (E.), 1979. — Les effets humains du barrage de Kossou (Côte d'Ivoire) ; évolution depuis 1975. *Civilisations*, vol. 29, n° 3/4 : 340-358.
- RAISON (J. P.), 1973. — La colonisation des terres neuves intertropicales d'après les travaux français. *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum.*, vol. X, n° 4 : 371-403.
- REVEL-MOUROZ (J.), 1971. — Mexique : aménagement et colonisation du Tropique humide. Paris, *Travaux et Mémoires de l'IEAL*, 269 p.
- ROUFFIGNAT (J.), 1978. — La révolution verte dans la riziculture. Étude comparative de sa diffusion et de son adoption en Indonésie et en Malaysia. Bordeaux, Université de Bordeaux III, 280 p. *multigr.*
- SANTOS (M.), 1967. — L'alimentation des populations urbaines des pays sous-développés. *Revue Tiers-Monde*, vol. 8, n° 31, juillet-sept. 1971 : 605-629.
- SILVESTRE (V.), 1974 a. — Massaka au Rwanda, Contribution à l'étude de la colonisation planifiée des terres neuves en Afrique. Paris, EPHE (6^e section), 604 p. *multigr.* (thèse de 3^e cycle).
- SILVESTRE (V.), 1974 b. — Différenciations économiques dans une société à vocation égalitaire : Massaka dans le paysannat de l'Icyanca. *Cahiers d'Études Africaines*, vol. 14, n° 53 : 104-169.
- SIRVEN (P.), 1972. — Les villages suburbains de Bouaké en voie d'urbanisation. Contribution à l'étude géographique du phénomène d'urbanisation de la « banlieue » d'une ville africaine. In: La croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar, CNRS, Tome 2 : 989-1014.
- TROIN (J. F.), 1981. — Évolution de la consommation et du cadre bâti en milieu rural. In: Mutations des campagnes du Tiers-Monde, CNRS, Toulouse : 33-60.
- VENNETIER (P.), 1972. — Réflexions sur l'approvisionnement des villes en Afrique Noire et à Madagascar. In: Dix études sur l'approvisionnement des villes, CEGET : 1-13.
- VERNIÈRE (M.), 1973. — A propos de la marginalité : réflexions illustrées par quelques enquêtes en milieu urbain et suburbain africain. *Cahiers d'Études Africaines*, vol. 13, n° 51 : 587-605.
- WEBER (J.), 1977. — Structures agraires et évolution des milieux ruraux : le cas de la région cacaoyère du Centre-Sud du Cameroun. *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum.*, vol. XIV, n° 2 : 113-139.
- WURTZ (J.), 1972. — Influence de la ville de Tananarive sur les structures agraires de sa région. In: La croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar, Tome II, CNRS : 1079-1087.

III. Les cas de pseudo-urbanisation : urbanisation embryonnaire et urbanisation déviante

- AUGER (A.), 1968. — Notes sur les centres urbains secondaires au Congo-Brazzaville. *Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 21, n° 81, janv.-mars 1968 : 29-55.
- BARBIER (J. C.), TISSANDIER (J.), 1980. — Mbandjok ou les promesses d'une ville liée à un complexe agro-

- industriel sucrier (Cameroun). In: Complexes agro-industriels au Cameroun, O.R.S.T.O.M. : 127-221.
- BENVENISTE (C.), 1976. — Comment le développement des grands axes routiers remet en question l'organisation urbaine régionale : l'exemple de la boucle du cacao. In: Transports et croissance urbaine dans les pays tropicaux, CEGET : 43-49.
- BIRD mission économique du Cameroun, 1975. — Le secteur rural. Yaoundé, 236 p. *multigr.*
- BOUQUET (Ch.), 1974. — Iles et rives du sud-Kanem (région du lac Tchad). Bordeaux, CEGET, 200 p.
- BOUQUET (Ch.), 1978. — Les formes embryonnaires de l'économie urbaine à Bol (Tchad). In: Les formes de l'économie urbaine en Afrique Noire et à Madagascar, CEGET (à paraître), 16 p. *dactyl.*
- COLLIN-DELAUVAUD (A.), 1972. — L'Uruguay, un exemple d'urbanisation originale en pays d'élevage. *Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 25, n° 100 : 363-389.
- COURADE (G.), 1980. — Les plantations d'Unilever au Cameroun. In: Complexes agro-industriels au Cameroun, O.R.S.T.O.M. : 7-126.
- DOUESSIN (R.), 1973. — Le sucre à Madagascar. Étude géographique. Madagascar, *Revue Géographique*, n° 12 : 95-168.
- DOUMENGE (F.), BATTISTINI (R.), 1966. — La mise en valeur du delta du Mangoky. *Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 19, n° 74, avril-juin 1966 : 144-173.
- DRESCH (J.), 1946. — Sur une géographie des investissements de capitaux : l'exemple de l'Afrique Noire. *Bull. Assoc. Géogr. Français*, n° 177-178, mars-avril 1946 : 59-64.
- DRESCH (J.), 1950. — Villes d'Afrique Occidentale. *Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 3, n° 11, juillet-sept. 1950 : 200-230.
- GOLDBLUM (Ch.), 1979. — Politique urbaine et encadrement rural à Singapour. *ASEMI*, vol. 10, n° 1 : 69-103.
- LEBIGRE (J. M.), 1980. — Production vivrière et approvisionnement urbain au Gabon. — *Cahiers d'Outre-Mer*, avril-juin 1980, n° 130 : 167-185.
- LE STRAT (J.), 1976. — Agboville et le pays Abbey : influence du chemin de fer sur une ville et sa région. In: Transports et croissance urbaine dans les pays tropicaux, CEGET : 137-193.
- MARGUERAT (Y.), 1972. — Réflexions provisoires sur la décadence des villes secondaires au Cameroun. In: La croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar, CNRS : 841-845.
- NDOMBE-MANGA (S.), 1970. — Contribution au développement de la théiculture dans le Grassfield. Étude socio-économique du complexe agro-industriel théicole de Ndu. Yaoundé, O.R.S.T.O.M., 80 p. *multigr.*
- NICOLAI (H.), 1963. — Le Kwilu : étude géographique d'une région congolaise. Bruxelles, CEMUBAC, 472 p.
- POURTIER (R.), 1979. — Ville et espace en Afrique Noire : l'exemple du Gabon. *L'Espace Géographique*, n° 2 : 119-130.
- POURTIER (R.), 1980. — La crise de l'agriculture dans un État minier : le Gabon. *Études Rurales*, janv.-mars 1980, n° 77 : 39-62.
- SALLES (P.), 1979. — Plantations au Liberia. In: Plantations industrielles et productions paysannes, CEGET : 159-234.
- SAR (M.), 1974. — Un exemple de constitution de région en pays sous-développé : la région de Louga (Nord Sénégal). In: Différenciation régionale et régionalisation en Afrique francophone et à Madagascar, *Trav. et Doc. de l'O.R.S.T.O.M.*, n° 39 : 146-174.
- SAUTTER (G.), 1966. — De l'Atlantique au fleuve Congo, une géographie de sous-peuplement. Paris, Mouton, 2 vol., 1103 p.
- SÉNÉCHAL (J.), 1979. — Note sur le dépeuplement des villages au Congo. In: Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale, *Mém. O.R.S.T.O.M.*, n° 89 : 173-177.
- VENNETIER (P.), 1963 a. — La Société Industrielle et Agricole du Niari. — *Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 16, n° 61 : 43-80.
- VENNETIER (P.), 1963 b. — L'urbanisation et ses conséquences au Congo (Brazzaville). *Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 16, n° 63 : 263-280.
- VILLIEN ROSSI (M. L.), 1972. — Le développement du commerce à Jacob (R. P. du Congo). In: La croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar, CNRS, Tome II : 1055-1072.

IV. Urbanisation des campagnes et mise en place d'un réseau urbain

- CAMARA (C.), 1972. — Les relations ville-campagne autour d'Abeokuta (Nigeria). In: La croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar, CNRS, Tome I : 373-400.
- CHAMPAUD (J.), 1972. — Genèse et typologie des villes du Cameroun de l'Ouest. *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum.*, vol. IX, n° 3 : 325-336.
- CHAMPAUD (J.), 1980. — Villes et campagnes du Cameroun de l'Ouest. Université de Bordeaux III, 673 p. *multigr.*
- COURADE (G.), 1974. — Atlas Régional Ouest I (Cameroun). Paris-Yaoundé, ORSTOM, 194 p.
- COURADE (G.), 1979. — Victoria-Bota : croissance urbaine et immigration. Paris, 125 p., *Trav. et Doc. de l'O.R.S.T.O.M.*, n° 105.
- DONGMO (J. L.), 1978. — Le dynamisme bamiléké. Essor démographique, expansion spatiale et réussite économique d'un peuple des hautes terres de l'Ouest Cameroun. Yaoundé, 2 vol., 1265 p. *multigr.*

- GENTELLE (P.), 1974. — Les villes en Chine : une stratégie « différente ». *L'Espace Géographique*, vol. 3, n° 4 : 255-266.
- GOSSELIN (G.), 1978. — Le développement communautaire en pays Ibo (Nigeria Oriental). In: *L'Afrique désenchantée*, Anthopos : 181-221.
- GOUROU (P.), 1970. — Les cacaoyers en pays Yoruba : un exemple d'expansion économique spontanée. In: *Recueil d'articles*, ed. by Société Belge de géographie : 180-204.
- ISICHEI (E.), 1976. — A history of the Igbo people. London, Macmillan Press Ltd, 303 p.
- JOINET (B.), 1978. — Développement et pouvoirs en Tanzanie socialiste. Contribution à l'anthropologie politique en pays socialiste. In: *Quelques opérations d'aménagement rural en Afrique tropicale : échelles et stratégies*, EHESS-CNRS : 10-23.
- JUILLARD (E.), 1973. — L'urbanisation des campagnes. *Études Rurales*, n° 49-50, janv.-juin 1973 : 5-9.
- HALLS-FRENCH (L.), 1979. — Redéploiement de la population et restructuration de l'espace rural au Viêt-nam. *ASEMI*, vol. 10, n° 1 : 57-68.
- HILL (P.), 1963. — Migrant cocoa-farmers of Southern Ghana. Cambridge University Press, 265 p.
- HURAU (J.), 1962. — La structure sociale des Bamiléké. Paris, Mouton, 133 p.
- MARGUERAT (Y.), 1980. — Les fondements historiques de la puissance urbaine de Kumassi. Lomé, O.R.S.T.O.M., 23 p. *multigr.*
- MODERNE (F.), 1970. — Villages communautaires et socialisme tanzanien. *Développement et civilisations*, n° 39-40 : 147-160.
- MOREL (A.), 1975. — Un exemple d'urbanisation en Afrique Occidentale : Dassa-Zoumé (Dahomey Central). *Cahiers d'Études Africaines*, vol. 14, n° 56 : 727-748.
- NAGIRI (M.), 1981. — Pour une typologie des relations ville-campagne : la finalité de la ville est-elle la fin des paysans? In: *Mutations des campagnes du Tiers-Monde*, CNRS Toulouse : 146-155.
- NZIMIRO (I.), 1972. — Studies in Ibo Political Systems. Chieftaincy and Politics in four Niger States. Berkeley-Los Angeles, University of California Press, xviii + 287 p.
- OTTENBERG (S.), 1958. — Ibo receptivity to change. In: *Continuity and change in African Cultures*, ed. by M. R. Bascom and M. I. Herkovits : 130-143.
- PONCET (J.), 1976. — Les transformations de l'espace de Cuba et la nouvelle géographie administrative. *L'Espace géographique*, vol. 5, n° 4 : 255-261.
- RIVIÈRE D'ARC (H.), 1973. — Aménagement rural à Cuba : le plan SEIBA. *Cahiers des Amériques Latines*, n° 8 : 65-90.
- SANTOS (M.), 1978. — Rêve et cauchemar : problèmes spatiaux de la transition au socialisme. Le cas de la Tanzanie. *Revue Tiers-Monde*, n° 75, juillet-sept. 1978 : 563-572.
- WILKS (J.), 1967. — Ashanti Government. In: *West African Kingdoms in the nineteenth Century*, ed. by D. Forde et P. M. Kaberry, OUP : 206-238.
- ZAJACZKOWSKI (A.), 1960. — La structure du pouvoir chez les Ashanti. *Cahiers d'Études Africaines*, vol. 1, n° 4 : 458-473.